POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

5 OCTOBRE 1965 - Nº 44

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

## <u>Une question, M. Mitterrand:</u>

Nous promettez-vous

# L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET LES QUARANTE HEURES?

ou votre programme n'est-il même pas au niveau des conquêtes de Juin 1936 ?

Ainsi donc le Parti communiste français, le plus grand parti du pays, s'est rallié à la candidature de François Mitterrand. Le P.C.F. va « mener campagne avec la volonté de gagner des millions de Français a cette candidature; avec la volonté d'exposer largement sa politique et son programme » politique et son programme » (éditorial de l'« Huma-Dimanche » du 26 septembre).

du 26 septembre).

Et quelle politique le P.C.F. vatil exposer largement? Que Mitterrand est partisan d'une réforme de la constitution, qu'il est « pour » les libertés publique es syndicales et l'école publique et qu'il est contre l'utilisation de la télévision par le gouvernement!

Que voila un programme qui va électriser de larges masses populaires!

Concrètement, qu'est-ce que cela signifie pour les travailleurs, ceux des usines et des bureaux comme ceux des champs ?

Mitterrand élu, cela signifierait-il une augmentation générale des sa-laires, pensions et retraites en tenant compte du retard depuis 1958, est-ce que cela voudrait dire

une réduction de la semaine de travail et le retour aux quarante heures que les syndicats mendi-gotent depuis des années;

est-ce que cela signifierait enfin un niveau de vie décent pour les ouvriers agricoles;

— est-ce que cela voudrait dire que les petits paysans auront eux aussi un niveau de vie correspondant à leur travail, car dans cette société ce sont ceux qui produisent, ouvriers, artisans ou paysans, ceux qui travaillent de leurs mains qui vivent le plus mal Les salaires et les prix agricoles restent a la traîne tandis que les prix industriels augmentent sans cesse, donnant la mesure de l'accroissement des bénéfices des industriels et des banquiers

Non, bien entendu, M. Mitterrand ne va pas même pas jusqu'à promettre cela. Il n'ose même pas! Plus même il s'en moque.

Alors, qu'est-ce que cela chan-gerait pour l'immense masse de la population laborieuse et pauvre, que Mitterrand soit élu à la place

de De Gaulle. Rien ? Rigoureu ment rien. C'est pourquoi d' ment rien. C'est pourquoi d'ail-leurs MITTERRAND N'A AUCUNE CHANCE D'ETRE ELU.

CHANCE D'ETRE ELU.

Il ne pourrait réussir à réunir sur sa personne les suffrages des millions de travailleurs et des millions de paysans pour qui un changement cela veut dire quelque chose de tangible, des millions de gens qui ne se nourrissent pas de phrases creuses, que s'il s'engageait clairement sur un programme précis et concret comme l'augmentation générale des salaires, pensions et retraités, les quarante heures immédiatement et sans diminution de salaires, sur la satisfaction des revendications des paysans.

Mitterrand ne le fait pas. Il ne

Mitterrand ne le fait pas. Il ne veut pas qu'on le prenne au mot plus tard. Il préfère ne pas être élu.

Le P.C.F. sait que Mitterrand n'a aucune chance. C'est peut-être mê-me pour cela qu'il s'est rallié à

(Lire la suite en page 7)

Deux milliards d'hommes des pays sous-développés sont-ils en marche vers le socialisme?

### REVOLUTIONS COLONIALES ET REVOLUTION SOCIALISTE

Tel est le sujet de la prochaine réunion  $d\mathbf{u}$ 

#### CERCLE LÉON TROTSKI

qui aura lieu LUNDI 11 OCTOBRE A 20 H 30 A LA MUTUALITE - SALLE D - 1" ETAGE

Nous rappelons que cette réunion n'est pas publique mais qu'elle est ouverte à tous les titulaires d'une carte de soutien et que des invitations sont à la disposition de nos lecteurs dans toutes nos permanences, ou en écrivant au siège du journal.

Une participation aux frais de deux francs sera demandée à l'entrée. ······

## Quelques uns des neuf commandements des militaires américains au Vietnam

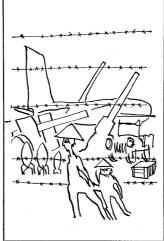
Selon le désir exprimé par le général Westmoreland, leur commandant en chef, ils seront invités à toujours avoir sur eux un petit carton imprimé de 9 centimètres sur 6, qui déclare :
Rappelez-vous que vous êtes ici des invités : ne demandez rien, ne recherchez pas un traitement privilégié ;



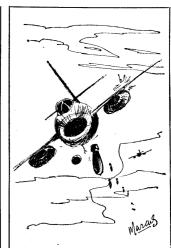
Mêlez-vous au petit peuple, com-renez sa vie, apprenez sa langue et prenez sa vie, apprenez sa langue respectez ses lois et coutumes ;



Soyez polis et respectueux dans vos rapports avec les femmes ;



Evitez de vous mettre à l'écart du peuple en faisant étalage de v richesse ou de vos privilèges ;



Donnez toujours la priorité aux vietnamiens ;

## La CFDT

## **Syndicat** dynamique?

Une des plus importantes entre-prises d'assurance, le Groupe des Assurances générales a réuni sous l'égide d'une direction unique ses trois branches Vie, Incendie, Ac-cidents, plus quelques petites compagnies annexes « avalées » par le Groupe, telles la Métropole, la Célérité, la France Maritime et Continentale, la Compagnie Afri-caine d'Assurances, etc., soit près de 4.000 personnes à Paris.

de 4.000 personnes à Paris.

Ce regroupement a posé des problèmes que la direction a voulu très ardus en ce qui concerne les conditions de travail et de rémunération du personnel. Bien que ces conditions soient très voisines, horaires aussi bien que salaires, il est évident qu'elle se refuse, tant que la nécessité ne le lui impose pas, de procéder à un nivellement par le haut. Par contre. ce qu'elle ne se refuse pas, ce sont les longues discussions interminables et périodiques avec les délégués des organisations syndicales, moyen qui lui fait gagner du temps. Et tout le monde sait que le temps, c'est de l'argent...

Elle est d'ailleurs assurée, à

Elle est d'ailleurs assurée, à chaque convocation ou à chaque audience, de retrouver « ses » synicats, tout frétillants d'être mis dans le coup, fidèles autour du tapis vert pour lui présenter des solutions possibles, avec comme seule crainte de l'effaroucher par des projets un tantinet révolutionnaires,

Nous en donnons ci-dessous un échantillon intégralement, tiré d'un bulletin de la C.F.D.T. (Principale organisation syndicale des A. G.), intitulé «Rentrée syndicale» du 22 septembre 1965. Celle-ci y fait le point des différentes revendications et présente son programme.

Auparavant, et pour apprécier tout l'humour de la chose, il nous faut préciser que l'horaire de la branche Vie est de 40 heures, alors que celui des branches Accidents et Incendie est respectivement de 42 et 41 heures par semaine.

RETOUR AUX 40 HEURES

Il nous aurait été facile de de-nander à la direction genérals de ranener immédiatement l'horvire hebdomadaire de travail à 46 heures sans diminution de sa-laires.

Cependant, il nous a semblé que le moment n'était pas à se laisser aller à la démagogie facile.

aller à la démagogie facile.

Nous pensons que ce ne serait pas servir les intérêts du personnel que de ne pas tenir compte des réalités. Nous sarons que dans ce domaine des pressions seront faites sur la DIRECTION GENERALE tant par les directions des SOCIETES D'ASSURANCES dont l'horaire est supérieur à 40 heures, que par la direction des ASSURANCES qui considère que toute diminution d'horaire sans réduction de sa-

laires équivant à une augmenta-tion des rémunérations. Par ailleurs, la jusion prochaine de services ayant actuellement des horaires différents complique encore le choix de la politique à combinuer.

encore le choix de la politique à appliquer.

Il y a en effet une option à faire entre 2 méthodes possibles — l'une consisterait à harmoniser les horaires des services fusionés seulement, techniquement c'est assez valable, mais qu'advend sit i des services qui ne le seraient pas? — l'autre viserait à un relour aux 40 heures par patier

Les deux ont un caractère de progrès à plus ou moins long terme, à la différence près que la première affecterait un petit effectif mais en rédutsant d'un seut cony l'horaire, alors que la seconde concernerait un plus grand effectif mais en ramenant dégressivement l'horaire à 40 heures.

la très grosse majorité de nos collègues étant particulièrement sensibilisée par ce problème, nous avons retenu en définitive la solu-tion syndicale.

C'est donc un plan de retour progressif aux 40 heures pour l'en-semble du personnel, sans dimi-nution de salaires que nous avons proposé à la DIRECTION GENE-RALE.

Son application en serait répar-tie sur plusieurs années, à raison d'une demi-heure par an ou 1/4 d'heure par semestre pour les ser-

vices dont l'horaire est de 42 heures et 1/4 d'heure par an pour les services travaillant 41 heures par semaine, ajin d'aboutir à peu près ensemble à l'horaire de 40 heures.

Nous décevrons peut-être cer-tains de nos collègues particuliè-rement pressés de voir résolue cette revendication.

cette revendication.

Nous leur disons par avance qu'en 10 ans l'horaire pour l'ACCIDENT a été ramené en 2 temps de 44 heures à 42 h, 30 en 1955, puis pius récenument de 42 h, 30 en 1954 à 42 heures en 1964 et que, si en moins de 4 années, mous contribuons au retour à la durée légale de travaul sans diminution de salaires, nous n'aurons pas à cougir de notre action.

Notre prise de position puno.

gr de notre action.

Notre prise de position provoquera sans aucun doute les critiques stériles et trompeuses des
« feuillets anarchisants » qui tenteront d'exploiter une revendication légitime pour dresser le personnel contre les Organisations
syndicales et se feront ainsi une
nouvelle fois les meilleurs scutiens du PATRONAT.

(Les mots soulignés le sont dans le texte.)

On ne peut vraiment pas se vou-loir un syndicat dynamique, sans se sentir queique peu morveux de prises de positions aussi nardies.

D. BLAIN

## La rentrée scolaire

### LA RENTREE VUE PAR LE GOUVERNEMENT

D EPUIS le 17 septembre, s'étale dans les deux zones, la rentrée des classes primaires et secondaires; pour le gouvernement et son ministère de l'Education nationale, cette rentrée est « sans problème »; ct « Monsieur-Rentrée des Classes » n'a pas manqué de prodiguer des apaisements sur les ondes de France-I à tous les parents qui s'inquiétaient — à tort — il va sans dire. Sans doute veut-on bien admettre quelques difficultés au niveau des maternelles et du technique, mais qu'est-ce auprès de l'œuvre accomplie, et surtout de l'avenir qui se dessine...

En effet, la loi de 1959 a décidé la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans, et une formation professionnelle adaptée à la vie moderne préparera « l'insertion des jeunes dans la vie active »; l'enseignement secondaire, lui aussi, se modernise, grâce à la réforme de 1985 (sections économiques dès la classe de seconde; importance croissante des langues vivantes). Enfin, le Cinquième Plan, en doublant les crédits de l'Education nationale, qui passent de 12 à 25 milliards, permettra de répondre aux besoins matériels de ces réformes et de combler définitivement le retard. Vans deux ou trois ans lorsque la France aura été couverte de ces collèges (les C.E.S., collèges d'enseignement secondaire), il n'y aura plus ni collèges d'enseignement général, ni lycées, ni cours complémentaires, mais un seul type d'établissement dans lequel tous les jeunes Français, quelles que soient leur origine social et leurs aspirations, recevront un même enseignement. C'est une révolution sur le plan social » (interview de Pompidou à Paris-Match).

Tous les problèmes étant réso-lus ou sur le point de l'être, on peut désormais se pencher sur des questions d'une actualité brû-lante telle que : « congé du jeudi ou du samedi ? » qu'a posée à l'Assemblée Nationale le député Lefrédi.

#### DU BLUFF A LA REALITE

La rentrée telle qu'élèves, pa-rents et enseignants l'ont vécue est quelque peu différente.

LES MATERNELLES sont tou-LES MATERNELLES sont toujours surchargées; alors que l'effectif optimum serait de 8 enfants
seion le plan Langevin-Wallon;
88 % des enfants sont accueillis
dans des classes de plus de 25;
5 % dans des classes de plus de
50; et l'on voit des classes de 75 enfants... Le ministère n'accorde
cette année aucune création de
classe nouvelle à moins de 65
inscrits, dont 55 présents! Aussi,
nombre de mères de famille se
sont-elles vu refuser l'inscription
de leur bambin soit par manque
de place, soit par suite d'un recul de l'âge d'admission. Problème crucial pour la mère qui est
obligée de travailler, et souvent,
n'a pas un saldire suffisant pour
faire garder de jeunes enfants
(prix courant : 300 F par mois...) Quant aux bambins acceptés, ils s'entassent dans des locaux insuffisants; de plus en plus, les institutrices débordées — et trop souvent non qualifiées — doivent lés abandonner à des femmes de service dont ce n'est évidemment pas le travail.

Il arrive d'ailleurs souvent à la n arrive d'ailleurs souvent à la campagne qu'une section enfan-tine soit jointe à un Cours Prépa-ratoire, et que l'institutrice soit obligée de s'en remettre presque totalement au personnel de ser-vice...

Ce premier apprentissage de la vie sociale, ces premiers contacts avec l'éducation intellectuelle et artistique que devrait représenter l'école majorité des enfants fort compromis. De maheureux bambins de deux ans et demi soumis à la discipline sans joie de la « garderie », sont privés des chances normales d'épanouissement que la société se devrait de leur apporter, et pourtant, nombreuses sont les institutrices qui font des prodiges pour surmonter leurs invraisemblables conditions de travail.

DANS LE PRIMAIRE, une baisse légère des effectifs a lieu par suite de l'afflux des enfants dans les classes de 6. Le gouvernement en a profité pour refuser toute création de poste dans le budget de 1965; on arrive ainsi à des situations paradoxales : dans le Loiret, et d'autres départements, des normaliens n'ont pu être titularisés et redoublent leur année de formation professionnelle par manque de poste budgétaire, alors que des écoles n'ont pas de maitre titulaire et fonctionnent à l'aide de suppléants, et que des classes restent surchargées.

Près de 70 % des enfants sont dans des classes de plus de 25 élèves (alors que 25 est la limite fixée par le plan Langevin-Wallon pour un travail efficace); 14 % appartiement à des classes de plus de 35, surtout en ville. Dans certaines banileues, l'on voit même des classes ce 65 (bien que le maximum officiel soit de 50). Inutile de dire que l'enseignement dans de telles classes est quasi impossible et que les maitres y défilient, rapidement épuisés, ou dégoûtés par la discipline de caserne qu'ils doivent imposer pour « tenir les fauves ».

Les suppléants sont en nombre insuffisant et les maitres absents sont rarement remplacés immédiatement. (Quand ils le sont...) Trop d'instituteurs ne sont pas qualifiés, é'ant recrutés après le bac sans avoir reçu de formation professionnelle.

Cela entraine un grave problème pédagogique, une bonne formation primaire est en effet primordiale — tout spécialement au Cours Preparatoire — pour le developpement des autoudes de chaque entant, et comme base à l'enseignement secondaire. A l'heure actuelle, trop d'enfants sont « en retard » dans leurs etudes (à la fin du primaire, 33 % des eleves ont un an de retard, 13,5 % deux ans et 4,8 % trois ans de retard) par suite de leurs mauvaises conditions de travail a l'école. La majoriré d'entre eux appartient aux familles paysannes ou ouvrières qui sont dans

l'impossibilité de compenser ces tristes conditions par un milieu culturel favorable.

Ajoutons que trop de locaux sont encore vétustes, ou faits d'éléments préfabriqués (classes-baraques sonores où l'on se gêle Phiver, où l'on doit garder manteaux et gants... et comment faire alors de véritables exercices d'écriture?) Aucun crédit de rénovation n'est prévu par le V° Plan.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE ET MODERNE, lui, voit au contraire ses
effectifs enfler sans cesse:
1.777.000 élèves de plus cette année. Les bâtiments neufs construits en prévision de cet affux
sont loin d'être tous terminés:
sur 14 C.E.S. financés dans le
cadre du plan d'urgence, trois ne
pourront être utilisés cette année; les onze autres accueilleront les élèves avant le ler janvier (dans quel chantier?)

Mais en attendant il faut s'en-tasser dans des établissements voisins et perturber plusieurs mois de travail.

La encore, la moyenne des effectifs est élevée. 17 % des classes de lycées, C.E.G. et C.E.S., ont plus de 35 élèves.

plus de 35 elèves.

Malgré les affirmations de « M. Rentrée des Classes », les chances des élèves de 6 ne sont pas égales dans un C.E.G., un C.E.S. ou un lycée. L'enseignement est en effet différent selon les établissements (moderne court dans les C.E.G. et les C.E.S., classique ou moderne long dans les lycées), et une pré-sélection s'établit dès la 6 selon des facteurs géographiques (absence de lycée sur place) ou sociaux (les enfants de famille aisée sont « en avance » sur les autres, et auront la priorité pour la section classique après le simulacre d'orientation du ler trimestre). Les possibilités de la secondaire long (donc d'entrée d'un élève de C.E.G. ou de C.E.S. dans une classe de seconde de lycée). Sont restreintes Ainsi 500 enfants, rien que pour la serine, sont reste à la rue à la sortie d'une classe de 3°; ils n'ont plus, selon l'euphémisme du ministre, qu'à « entrer dans la vie active » sans qualitation, où a rester dans la rue s'els ne trouvent pas d'emploi, ce qui est fréquent. Les enfants de la bourgeoisie, eux, pourront toujours entrer dans une école privée...

La réforme des programmes entre en application dans une confusion inouïe; certains pro-grammes n'ont été connus qu'à la rentrée; la nature des épreuses du bac transitoire n'est pas encore connue. Et que dire de ces per-pétuels changements de détail, qui obligent chaque année à re-nouveler des livres coûteux...

LE TECHNIQUE, à recrutement surtout prolétarien, est l'éternel parent pauvre. L'engorgement y est maximal. En juin 5.833 élèves ayant la moyenne ont été refusés dans les collèges d'enseignement technique de la Seine. Des élèves ayant 15 de moyenne ont du être refusés dans certaines sections.

Des centres inter-entreprises liés à certaines branches d'indus-tries à Lyon, Asnières, donnent

une formation professionnelle directement adaptée aux exigences capitalistes ; et cela avec de très larges subventions de l'Elfat. On envisage d'étendre l'expérience, afin de remédier à l'insuffisance des établissements publics, le système en réalité est plus coûteux que les C.E.T., mais a l'appui total du patronat.

#### LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS: L'AVENIR

D'une telle situation, parissent clèves et maîtres, Fouchet lance fleurs et promesses aux professeurs « que les professeurs du second degré dont la tache est magnifique, même si elle est quelques fois lourde et fatigante parce qu'ils ne sont pas assez nombreux dans des classes encore parfois surchargées, aient confiance. Bientôt vers 1970 le manque de titulaires s'atténuera...» (Discours à l'Assemblée Nationale).

En attendant le nombre des auxiliaires représente le tiers du personnel du secondaire dans la Seine, les beures supplémentaires alourdissent les emplois du temps et empéchent les professeurs de perfectionner leur enseignement comme leurs connaissances.

Les départements déficitaires sont pourvus grâce à une véritable « déportation » de personnel (est titulaires débutant de nombreuses académies du Sud et même de la Seine sont envoyés d'office pour deux ans dans le Nord par exemple).

Exemple).

L'avenir ? Ce n'est pas le V'plan qui le rendra plus favorable.
L'augmentation des crédits, tant vantée, n'est que duperie. Des 25 milliards prévus, il faudrait de de collectivités, la loi programme Jeunesse et Sport, non englobée par le IV Plan, et pas comprise dans le V dans le budget de l'Education Nationale ; et enfin l'étalement du plan sur 5 ans au lieu de 4, et les corrections des prix — afin de comparer valablement les deux budgets ; en définitive le budget déucation nationale du V plan n'est nullement en augmentation sur celui du IV°; (12,08 milliards) contre 12 milliards); et même, compte tenu de l'accroissement des effectifs, les crédits par téte d'écolier ou d'étudiant passent de 1,333 F à 1,330 (pour 4 ans). (Calculs effectués dans « l'Enseignement Public » de juillet 65, journal de la F.E.N.).

Les promesses du maîistre sont un leurre... et ont un relent élec-toral... Elles n'auront, hélas, pas le pouvoir de résoudre par en-chantement les graves problèmes que connait l'enseignement à tous les niveaux; sans doute le gouver-nement compte-il pour améliorer la situation présente sur la stabi-lisation des « classes d'âge » à partir de 1970...

Car, secteur non « rentable », d'un point de vue capitaliste, l'en-seignement ne peut être pour lui secteur d'investissements priori-taires.

Paule BERTIN

Les « echos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de giardes entreprises de la région parisienne et des autres centres undistriets omportants.

En effet, le present périodique represente l'élargissement de l'activité, cat des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces feudeurs, acquits plusieurs années déjà en certains endroits.

La degenérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareits syndicanx se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'actier et racts et journaux qui n'expriment plus depais longtemps n' les préoccupations, ni les sentiments ni les intérêts des travailleurs.

longremps in les preoccupations, in les sentiments, in les interess des travailleurs.

Cest pourquot, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « occanate » les avions français bombardaient Port-Said, alors qu'aux appaudissements du parti « communiste » français les tanks russes cerasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait «es jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les primers onlettins « Vois Ouvrière », simples feuilles polycopieses recto verso, destinces à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolution-

Depuis to nombre de ces bulletins n'a cesse de croître. Leur présentation est toujours la même: au recto, un éditorial commun — pour l'esseutiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et cotiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syudicales.

Ces builctins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs aranes, d'aujres depuis queiques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'exposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un aceuei favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi commaître et vérifier les idees révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout ou des profetaires sont soumis à l'exploitation du capitai Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, its bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants dus se réclament de la lutte des classes, a tous les travailleurs conscients.

**EDITORIAL** DES BULLETINS D'ENTREPRISE «VOIX OUVRIERE»

## Elire des vessies... pour des lanternes

ouché par la baguette magique du Parti Communiste, voilà M. Mit-Touché par la baguette magique du Parti Communste, voila M. mis-terrand transformé en «homme de gauche». Mitterrand, pour lequel nous appellent à voter tous les partis « de gauche», partis socialiste, communiste, l'U.D.S.R., etc., serait donc l'homme qui pourrait mettre fin au gaullisme et faire en sorte que les travailleurs voient leur cituation «'amaillisme."

François Milterrand est certes « anti-gaulliste ». Mais est-ce que cela veut dire qu'il est du côté des travailleurs? Est-ce que cela veut acue qu'il est du côté des travailleurs? Est-ce que cela veut acue ment dire qu'il n'est pas corps et âme du côté des financiers, des capitalistes, des banquiers? Beaucoup d'hommes politiques de la bourgeoisie sont en désaccord avec la politique de De Gaulle; est-ce dire pour autant qu'ils sont capables de mettre dans leurs objectifs directs ou indirects l'amélioration du sort de la classe ouvrière? Avant De Gaulia, nous avions d'autres gouvernements dirigés par des hommes — Pinay, Laniel, par exemple, pour ne citer qu'eux — dont nous n'avons pas eu heaucoup à nous louer.

peaucoup à nous louer.

François Mitterrand a été ministre une bonne dizaine de fois depuis 1947. Entre autre il fut ministre de la France d'Outre-mer en 1950, à une période où, à ce poste, on ne pouvait manquer de tremper les mains dans la répression des luttes d'émancipation des ex-colonies françaises. Il fut ensuite ministre de l'Intérieur au début de l'insurrection algérienne et déclara alors : « La seule négociation, c'est la guerre ». Il fut Garde des Sceaux dans le ministère Guy Mollet qui envoya le contingent en Algérie.

Evidemment, on peut dire qu'il ne peut être pire que De Gaulle et qu'on n'a rien à perdre à changer. Bien sûr, à tout prendre, on peut préférer Mittérrand à de Gaulle, tout comme on peut avoir un avis sur la couleur de la matraque dont les policiers se servent contre les grévistes. Le problème est cependant ailleurs. Le problème est de mettre fin au gaullisme. Le problème est de changer le sort des travailleurs.

Or, nous n'aurons même pas à comparer Mitterrand au pouvoir à e Gaulle car il a infiniment peu de chances d'être élu. Est-ce son rogramme qui va galvaniser et enthousiasmer les villes et les campagnes ?

Mitterraind dit-il: « Je m'engage, une fois élu, à imposer un relavement général des salaires, traitements, pensions et retraites compensant le retard pris depuis 1958; je m'engage à imposer le retour immédiat et sans perte de salaire à la semaine de 40 heures, à supprimer l'impôt sur les salaires, les revenus des petits artisans et petits paysans, on faisant payer à leur place les trusts et les grosses sociétés et je m'engage à donner satisfaction aux revendications des paysans, opprimés par les monopoles industriels et les gros intermédiaires » ? Non !

Si Mitterrand se présentait avec un tel programme, des millions de petites gens verraient une différence entre lui et De Gaulle. Ils auraient alors quelques raisons de l'élire. Mais là, de différence, ils n'en voient pas. Parce qu'il n'y en a guère.

Et c'est pourquoi Mitterrand n'a aucune chance d'être élu. Le parti socialiste et le parti communiste le savent bien, c'est pourquoi ils iont voter pour lui.

En fait, ils continuent à renoncer à s'opposer à De Gaulle. Ils vont nous jeter de la poudre aux yeux jusqu'au 5 décembre et, le 6 décembre, ils nous diront : « Voyez, De Gaulle a été réélu ; c'est de la faute à ceux

qui n'ont pas comperis qu'il fallait voter Mitterrand ».

Cela fait maintenant sept ans que les partis de gauche prétendent lutter contre De Gaulle tout en étant pratiquement ses plus fidèles

Durant ces sept ans, à plusieurs reprises, les travailleurs ont, par une lutte gréviste importante, mis virtuellement en danger le régime. Pendant la grève des mineurs, le 11 décembre 64, pendant la grève Peugeot. Mais, dans ces occasions-là, on a vu les partis dits de gauche s'opposer à l'exten-

sion de la grève.

Travailleurs, ne comptons pas sur le 5 décembre. Nous serions décus

Ne comptons pas plus sur Mitterrand que sur ceux qui veulent nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Ne comptons que sur nousmêmes! Nous sommes les plus forts quand nous ne nous laissons pas

V. O.

# Les luttes engagées

CHEZ CHAUSSON

#### PAIEMENT

#### DES HEURES DE GREVE

DES HEURES DE GREVE

Un chef d'équipe de l'atelier de peinture reprochait à un ouvrier de faire du mauvais travail. Celuici répondit qu'à conditon de baisser le rythme des cadences in serait possible alors de sortir un travail mieux fait. Le chefaillon le licencia sur le champ et accompagna cette mesure de propos qui mettaient en cause la dignité de tous ses camarades. Ceux-ci, pour la plupart des camarades étrangers, débrayèrent aussitôt, exigent la réintégration de leur camarade et la diminution des cadences. Ils désertèrent l'atelier pendant le restant de la journée te le 1en de ma in, comme ils n'avaient toujours pas repris le travail, le directeur commença à s'inquiéter, fit appeler les délicayés et se rendit ensuite sur les lieux, Il reconnut qu'il n'était pas possible de réaliser un travail acceptable avec des cadences aussi élevées. Il appela le « chrono » qui les diminua quelque pen. Le camarade tur feintégré. C'est la deuxième fois en l'espace de trois semaines que tentative est faite de sanctionner un camarade parce qu'il ne réalise pas les cadences imposées. La première fois, c'était à couple de la presque totalité de ses camarades d'acteier de la mécanique. L'ouvrier qu'on enmenait chez le directeur était acconpagné de la presque totalité de ses camarades d'acteier. Le directeur s'escusa d'esvouant en même temps les méthodes du chef. La deuxième fois, en diminuant les cadences à la peinture, le directeur recomnul de bien fondé de la protestation des ou . . . . Dans ces deux cas, la ripose fut immédiate et unanime. Et les deux fois, la direction a de s'incliner. On n'a pas vu la direction payer les heures de la grève dont elle admettait de fait le bien fondé. Et c'est cependant ce que nous devons exiger. Il y a plus d'un an, à la chaine de la Floride pour une cause a na lo g ue, les ouvriers

s. qui était possible ailleurs toujours maintenant. Paiement des heures de grève, c'est la revendication que nous devons toujours mettre en avant, (Extrait du n° 195 de la V. O. Chausson)

#### CHEZ DESFOSSES

LUTTER

#### POUR NOTRE DU

POUR NOTRE DU

Mermet, comme il jallait s'y attendre a rejusé calégoriquement de satisfaire les revendications de salaire qui lui ont été déposées dans piusieurs secteurs. Mermet serait peut-être prêt à discuter pour savoir si nous accepterions de tirer le diable par la queue pendant tout une année. Mais il ne peut se jaire à l'idée que nous osions revendiquer autre chose que les habituelles broutilles.

Le jait que nos camarades posent des revendications communes pour pusieurs catégories enous sommes habituels à accenter des augmentations hiérarchisées, ce qui jait que les salaires les plus bas sont constamment désavantagées. D'ailleurs si Mermet, expluse d'accorder satisfaction, c'est parce qu'il préfère mener une politique qui nous divise, en flatant les préjugés, les illusions corporatistes de ceux d'entre nous qui en ont encore.

Maintenant, Mermet ne voulant les préjugés es les llusions corporatistes de salaires se posent aussi pour nous dans les mêmes ternes, Nous ne pouvons rester les bras croisées si les camarades entament la lutte pour une aigmentation commune des salaires, même modeste. Ce qu'ils rependiquent, que ce soit 30 ou 40 c. pour tous, n'est finalement que notre du cous, n'est finalement que notre du ce fettrait du numéro 122 de la V.O. Desfossés.)

#### **APRES LA GREVES DES EMBOITEURS**

DES EMBOITEURS

La semaine passée, nous étions une poignée à répondre à l'appei des emboiteurs. Ce sont encore les mécaniciens pourtant pas intéressés directement qui sont sortis le plus. A l'horlogerie pratiquement personne.

Passons rapidement, car ils ne valent même pas la peine qu'on s'attarde sur eux, sur les responsabilités des syndicats qui ont « lanterné » toute le journée du lundi pour savoir s'ils allaient ou non appuyer le mouvement lancé par les emboiteurs. Ils s'y sont décidés... 1/4 d'heure avant! Cela frise le sabotage.

Mais il n'en est pas moins vrai que nous y sommes tous pour quelque chose. Depuis des mois et des mois, la direction rogne nos tarifs, réduit nos salaires. Et ce sont particulièrement ceux qui travaillent aux pièces qui sont touchés.

Cette grève démarre dans un coin. Et versonne ne répond!

travaillent aux pièces qui sont touchés.

Cette grève démarre dans un cette grève démarre dans un cette grève demarre dans un sont et de la commes nous donc aussi abrutis?

Les arguments sur les « emboi-teurs privilégiés », c'est leurs oi gnons » etc... ne tiennent pas. La vérité, c'est que Lip a réussi, avec la paye aux pièces, à nous diviser à nous faire nous jalouser les uns les autres, à nous réduire à simples machines à produire. Sans doute, il y a beaucoup de nouveaux et il est difficile de maintenir ou de créer des traditions es oil darité et de lutte. Mais enfin avons-nous perdu toute conscience ouvrière?

Soyons sûrs que dans les semanes qui viennent, Lip va poursuivre son attaque. Nous allons être tous touchés. Et nous l'aurons bien mérité!

A moins que nous nous déci-

mérité!
A moins que nous nous décidions enfin à nous secouer, à nous unir au lieu de nous jalouser, à nous donner des dirigeants qui soient autre chose que des incapables, et à frapper tous ensemble (Extrait du numéro 123 de la V.O., Lip.)

#### DES **AUGMENTATIONS**

AUX CHANTIERS DE

L'ATLANTIQUE

#### PAS GROS

#### LE SUSUCRE!

Pinczon a maintes fois répété aux syndicats : « Soyez sages et chacan y trouvera son compte ». Nul ne peut dire que les syndicats ne sont pas sages, le baptême de « L'Athos a eu lieu le 21 septembre dans un calme religieux : 259 intés de 6 nationalites transportés dans 5 cars spéciaux et geuleton dans les sadions à 25.000 francs par tête. L'obéissance des rédacteurs d'affichettes (on pourrait dire d'opérettes) n'a rien changé à la rapacité du capitalisme. Pinczon et ses Gand ont lâché 1,5 % à compter du ler courant mais le coût de la vie, au plan local, a monté de 2,55 % depuis le ler avril, statistiques établies sur 42

rante.
En 1955 la lutte active apportait 22 % expendant que les 30 %
étaient acquis si les comités de
lutte ne s'étaient pas laissés déposséder de leurs prérogatives par
l'Intersyndical parlementaire.

l'Intersyndical parlementaire.

La conclusion qui s'impose est la suivante : Assez de baratin et de publications démagogiques qui evisent qu'à retarder l'Union que veulent les ouvriers pour agir fous ensemble. C.G.T. et F.O. commémoreraient dignement un 70 anniversaire en facilitant la mobilisation générale pour une action d'envergure avant l'élection présidentielle qui passe au second plan. A moins que la C.F.D.T. dise vrai et que la grande dame respectée reste séquestrée.

Ce qui est certain c'est que tous

ce qui est certain c'est que tous les travailleurs aspirent à des changements profonds qui ne peuvent résulter d'une lutte d'envergure comme, par exemple une grève générale illimitée.

(Extrait du numéro 133 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique).

## **DÉRISOIRES**

CHAUSSON

#### **DISCUTONS** DES MOYENS

Comme prévu, la rencontre syndicats-direction a eu lieu le lundi 27 septembre. Nous avons été informés que le patron nous accor dait 1 %, tout cela comme i'ont dit les syndicats après trois heu res de discussions.

Pourtant la revendication rormulée par ces derniers était de 0,35 F de l'heure et de 6 % de progression annuelle, il nous en manque donc beaucoup même pur apport à ce que demandaient les syndicats.

En ce moment Chausson est très

rapport à ce que demandaient les syudicats.

En ce moment Chausson est très presse d'avoir sa production de camionnettes, à G comme à Hances faisons beaucoup d'heures. La situation nous est lavorable et par les discussions le patron cherche à gagner du temps.

Les syndicats nous ont dit gu'il fallait revendiquer les 0,35 F mais nous ne ont encore pas parle de la manière dont ils comptaient les obtenir.

### A LYON, A GRENOBLE, A SAINT-ÉTIENNE

## LICENCIE

CHEZ J.-J. CARNAUD (LYON)

#### LES MACHINES AU SERVICE DE L'HOMME

A l'usine, on entend parler de puis quelques temps de moderni-sations, d'améliorations de machi-nes. Déjà, des modifications son intervenues (à Camping Gaz no-tamment), en vue d'augmenter la production, en produisant plus vite et plus automatiquement. On parle aussi des projets de réorganisation d'is au fait que Carnaud se lancerait « sur le plas-tique ».

réorganisation dus au fait que Carnaud se lancerait « sur le plastique de la control de la production, qui devraient satisfaire l'homme moderne dans la mesure où cela le libère de la machine, au contraire mettent un certain nombre de nos camarades, OS et manœuvres surfout, dans l'inquiétude. Et même, comme au XIX° siècle, on voit apparaître une sorte de crainte de la machine.

En régime capitaliste, les usines, les machines, les capitaux, tout est entre les mains d'une minorité de la population, qui vit ainsi et s'enrichit sans cesse grâce au travail de l'immense majorité. Dans le cadre de ce régime, es machines, l'automatisation du travail m'ont qu'un seul but : augmenter encore les profits de cette classe privilégiée, la bourgeoiste be inchérre de la population travailleurse lui importe peu.

Mais cela n'est vrai que dans le cadre de cette société. Dans une société organisée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes, les progrès techniques pourront être utilisés pour le bien du plus grand nome, et devenir vraiment nos véritables alliés, comme on nous l'enseignait sur les banes de l'école. Mais cela ne se fera que dans une société d'où la course au profit aura été bannie, une société socialiste.

Extrait du numéro 31 de la V.O. J.J. Carnaud).

A LA COMPAGNIE ET ATELIERS

A LA COMPAGNIE ET ATELIERS DES FORGES DE LA LOIRE

#### NOTRE ENNEM! EST LE MEME

EST LE MEME

A l'aleller central, où des lettres de licenciement ont été distribuées la semaine dernière, un nohe serait mis à la retraite anticipée. Il a évidenment fait grève avec tout l'aleller.

Pour la direction, nous sommes bien tous dans le même lot, chef ou ouvrier, docile ou récalcitrant, nous ne sommes rien d'autre que des instruments nécessaires à sa production.

Alors, à l'avenir, que les chefs sachent s'en souvenir et, avant qu'ils viennent lutter à nos côtés.

(Extrait du n° 50 de la V.O. C.A.F.L.)

#### A BAS LES LICENCIEMENTS!

Les licenciements sont accep-tés dans les faits : 5 d'entre nous ont reçu leur avis offi-ciel, sur les 16 prévus, et les syndicats en sont à se batte pour faire appliquer les délais de préavis prévus par les ac-cords maison de 1953, et qui sont plus favorables que la Conven-tion Collective actuelle.

C'est évidemment déjà une position de repli. Et, quels que soient les débrayages que peu-

vent déclencher les organisa-tions syndicales dans les jours à venir, on peut prévoir sans trop 's'avancer que, du moins dans leurs intentions, ils ne seront pas autre chose que des escarmouches symboliques.

Il n'est pas encore trop tard, en tout cas, pour empêcher le patron d'envisager une nou-velle « fournée » de licencie-ments. Plus chère sera la note qu'il devra payer pour avoir privé des travailleurs de leur gagne-pain, plus longtemps ré-fléchira-t-il peut-être avant de recommencer.

(Extrait du n° 123 de la V.O. Câbles de Lyon)

## OU ON MENACE

CHEZ NEYRPIC

### **TOUJOURS**

#### LE MEME PROBLEME

La COSEM. à Saint-Egrève envisage de licencier une cinquantaine de techniciens, ingénieurs et cadres (10 à 15 % d'entre eux); le personnel ouvrier ne serait pas fouché. Après négociations avec le Comité d'Entreprise, d'après la section C.P.D.T., ce dernier a « obtenu de la direction que cette réduction d'éffectif soit progressive et négociée ». C'est-àdire en termes clars que le C.E. et la C.F.D.T. ont accepté les licenciements.

Chez nous, à Neyrpic, des bruits courent que de nouveaux licenciements seraient envisagés, en particulier à la papeterie. Que ce soit vrai ou lancé seulement pour nous impressionner, il faut nous préparer à ne pas accepter de telles mesures.

Depuis deux ans que nous avons eu à nous heurter aux licenciements qu'en est-il des garanties obtenues. Aucune, Qu'en est-il des garanties réclamées par les syndicats? Les propositions présentées dans le cadre du renouvellement de l'accord par les trois syndicats précisent qu'uvant tout licenciement collectif la direction des Ets Neyrpic s'engage « à épuiser toutes les possibilités de reclassement à des conditions de

rémunération sensiblement équi-valentes à l'intérieur du groupe Neyrpic-Sogréah par mutations internes ou à la suite de départs volontaires ».

Donc chez nous aussi les syndi-cats envisagent d'accepter de nou-veaux licenciements car : si ad direction affirme qu'il n'y a aucu-ne de ces fameuses possibilités de reclassement, que proposent-ils ? Laisser faire ? Il est bien sair difficile de résoudre le problème.

dissibile de résoudre le problème.

Lors de notre lutte de 1963, sur le plan de Neyrpic même, nous ne pouvions pas aboutir. Nos syndicats eux-mêmes savaient que letut se décidait à Paris puisqu'ils y allaient, et y rencontraient même les journalistes. Mais s'ils se sont pas adressés à la presse, ils ne se sont pas adressés aux travailleurs des entreprises parisiennes, alors qu'eux pouvaient, en entrant en lutte à nos côtés, obtenir pour nous des garanties immédiates et protèger leur propre avenir.

quoi servent les fédérations syndicales, les syndicats nationaux sinon à organiser de telles ac-tions?

A tous moments, dans toutes les régions, on licencie, réorganise, décentralise, reconvertit des usiènes. Le problème que les syndicats devraient poser sur le plan national est : cela se fera-t-il sur le dos des travailleurs ou sur celui des capitalistes.

(Extrait du nº 54 de la V.O

## Conditions

#### RELLE MENTALITE ... PATRONALE

La semaine dernière une serveuse de la cantine a été licenciée par le gérant pour le motif suivant : refus de faire une demineure supplémentaire exceptionnelle.

A quelques temps de là, un ca-marade du 660 a donné sa dé-mission pour la raison que voici: étant infirme, il ne parvenait pas à sortir sa production. Aussi la direction avait voulu le déclasser

de P2 à P1; comme si cela lui aurait permis de travailler plus

wite! Malgré une vigoureuse protes-tation de notre part (une heure de grève dans son équipe) il a préféré partir... il faut dire qu'on le comprend.

préféré partir... il faut dire qu'on le comprend.

Ainsi une fois de plus le patronat, aussi bien celui de la cantine que celui de l'usine, vient de nous montrer son visage le plus répugnant. Pour lui, les ouvriers ne sont que de la chair à travail et rien de plus.

C'est la triste image de la société pourrie dans laquelle nous vivons.

(Extrait de no 15 de la V.O. Westinghouse).

### Les cadences s'accentuent

A AIR FRANCE

#### **PROGRESSION**

A LM, quelque chose pro-gresse. Ce ne sont ni de meil-leures conditions de travail, ni des avancements plus nombreux evidemment : c'est le travail de nuit.

Non seulement les gars des retouches travaillent beaucoup plus la nuit que le jour, mais, en plus, les ouvriers du bloc voient leur nombre de nuits de la période d'été passer à 20; ils en faisaient 7 en 64!

L'an prochain, combien d'heu-es de nuit devrons-nous assurer i la progression continue ? Nul e le sait.

de fatigue. Pourtant, la Compa-gnie Air-France fait encore plus de bénéfices sur le dos des travailleurs.

Si nous ne réagissons pas, les choses ne peuvent qu'empirer. Dès maintenant, étudions ensem-ble une position commune pour ne pas, l'été venu, être devant le fait accompli.

Nous avons notre mot à dire et notre action sera notre seule

- 7 h. de nuit = 9 h. de jour. - Journées compensatrices de repos.

Et puis... après tout, si le tra-vail s'intensifie, Air-France n'a qu'à embaucher du personnel supplémentaire.

(Extrait du nº 78 de Air - France)

### sécurité

CHEZ RHONE-POULENC

#### DES ECONOMIES QUE NOUS NE VOULONS PAS PAYER

A P.P.O., cet atelier où sont fabriqués de nombreux produits organiques, il existe des groupes standards d'appareils de conception assez récente. Mais, à côté de cet appareillage semi-moderne, il y a encore des installations vétustes, serrées dans des angles de bâtiment où le moins qu'on puisse dire les conditions de travail y sont plutôt rudimentaires. Evidemment ce sont dans ces appareils anciens, en mauvais état, que sont employées des matières premières toxiques, telle le Dimethylsulfate.

C'est ainsi que le lundi 20 septembre, deux travailleurs fabriquaient de l'Iodure de méthyle, mais une fuite sur un siphon condusant à l'appareil nécessita une réparation urgente. Pour démonter le siphon, il fallut que ces deux ouvriers se glissent entre le mur et l'appareil, à travers un enchevêtrement de tuyauteries et comme, dans ce coin, il y fait sombre, travailler avec un masque dans ces conditions est particulièrement pénible. Un des deux ouvriers, ressentant une vive irritation aux yeux dut aller à l'infirmerie puis retourna à son atelier. Puis le docteur de l'usine, après s'être informé des dangers que présente le Diméthyl sulfate, rappela l'ouvrier et l'envoya à l'indipital pour observation. Heureusement, il n'y avait pas un d'intoxication grave. Le deuxième ouvrier avait entre temps quitté l'usine mais le chef de service eut peur et alla aussitôt avec sa voiture à sa poursuite pour le prévenir du danger qu'il courait s'il avait ette intoxiqué.

De cet incident, qui aurait pu avoir des suites graves, il faut surtout retenir que pour écono-miser quelques milliers de francs, la Direction impose aux travail-leurs des conditions qui mettent directement leur vie en danger.

Nous ne sommes pas des bêtes à tuer mais des hommes faits pour vivre. A nous de faire respecter les mesures élémentaires de sécurité et si l'appareil n'est pas utilisable, c'est collectivement que nous devons refuser de travailler

Mieux vaut soutenir un copain qu'aller à son enterrement.

(Extrait du nº 60 de la V. O. hône-Poulenc)

AUX CHANTIERS DE

#### UNE MAIN DE PLUS OU DE MOINS...

Un ouvrier de l'ébénisterie a perdu une main le 20 septembre dans les rouleaux d'une encolleure. Il n'y était affecté que depuis quelques heures sans aucune préparation et sans aucune indication d'utilisation. Cela est tellement vrai que l'accident aurait été informé des manœuvres de fonctionnement. Ce raisonnement du représentant de la direction est significatif : la production conditionnée par les délais conduit à la polyvalence sans perte de temps à la préparation.

Combien d'ouvriers de l'usine

à la préparation.

Combien d'ouvriers de l'usine ont eu connaissance de cet accident aussi stupide que grave?

Peu... Alors si organismes et organisations syndicales se font complices par le silence, assurons nous-mêmes notre sécurité en imposant les mesures qui conviennent. Il n'y a que notre propre vigilance qui peut nous éviter les graves accidents dont la direction se moque des conséquences.

(Extrait du nº 133 de la V.O. des Chantiers de l'Atlantique.)

AU BAT. C. DE LA R.N.U.R.

#### ON EN MEURT AUSSI... DU TRAVAIL

Un ouvrier, élève cariste, s'est tué en effectuant une manœuvre avec son Fenwich. Ceci sur l'esplanade de la gare routière. Notre camarade est mort au traval et même à l'école. Bien stri is e trouvera toujours des gens pour dire qu'il n'avait pas applique toutes les consignes de sécurité. Mais qu'on nous explique plutôt pour quoi les apprentis-caristes doivent évoluer au milieu des camions, des semi-remorques tout cela sur un terrain glissant ? On nous dira que le meilleur entrainement c'est d'entrer dans le vif du sujet. Mais nous voyons où cela même. Dans tous les cas c'est la Direction qui est en faute. Un homme est mort pour le profit du capital. Et nous n'avons pas le droit, pour notre sécurité d'exécuter des ordres qui peuvent mettre notre vie en danger.

Nous ne pouvons guère comp-ter sur la Direction, car la premiè-re mesure prise, fut de faire con-trôler par la « volante » les dépla-cements des caristes. Belle ma-nière d'éviter les accidents!

(Extrait du numéro 173 de la V.O., R.N.U.R. Bâtiment C.)

# ORGANISATION CAPITALISTE"

AUX ASSURANCES GENERALES

#### LEURS PROBLEMES **NE SONT PAS**

LES NOTRES

La F.M.C. est officiellement en mauvaise posture et c'est paraîtil à la Branche-Incendie d'en supporter les frais. C'est du moins ce qui ressort d'un long mémoire présenté au Conseil d'administration. Il naraîtrait d'ailleurs que les

re présenté au Conseil d'administration.

Il paraitrait d'ailleurs que les
syndicats contestent les chiffres
présentés et qu'une fin de non recevoir leur a été opposée quand
ils ont demandé à en vérifier
l'exactitude.

En fait, pour nous employés
de l'Incendie ou d'une autre branche, l'affaire est beaucoup plus
simple que cela, nous pourrions
même dire qu'à notre niveau et
jusqu'à maintenant, il n'y a a pas
d'affaires du tout. La F.M.C. est
en difficultés, le Groupe la renfloue, ou l'absorbe, ou prend toute autre mesure propre à préserver ses intérêts.

Jusque là, nous ne sommes pa
concernés. Mais nous savons bien,
l'expérience nous l'a appris que
la direction ne fait étalage de
chiffres que pour nous décourager de toute revendication con-

cernant nos salaires. Ceci ne doit pas être un frein pour nous et en principe pas plus pour les syndicats qui, au lieu de chercher à obtenir des chiffres, et éventuellement s'épuiser à savoir s'ils sont véridiques ou pas et quel sens il faut leur donner, devraient bien plutôt nous présenter un programme revendicatif ainsi que les moyens envisagés pour les faire aboutir.

(Extrait du n° 57 de la V.O. ASSURANCE DESPONSESE.

CHEZ DESFOSSES

#### LES CONCILIATEURS

Les revendications actuelles des différents secteurs de l'entreprise et leur rejet catégorique par Mermet, font ressortir avec plus d'éclat le rôle « d'arbitrage » de la procédure de conciliation, rôle parfaitement recommu par les organisations syndicales signataires de la convention, dont la nôtre : la F.F.T.L. (G.G.T.). Cette dure, si elle ne va pas comme dans la charte du travail sous Pétain jusqu'a l'interdiction « de grève et du lock-out » et qui super prève ne stats le troit de grève et du lock-out » et qui super preven en es faits le troit de grève et qui considérable pour atténuer au patronat de

l'imprimerie les effets directs de la lutte de classe. Cette procédure qui se veut impartiale, cet arbitre qui se veut au-dessus des intérêts de classe, ne sert dans la pratique que les intérêts de nos patrons, dans les moments de conflits où ils sont acculés à la défensive. Car dans tous les cas où les patrons du livre s'attaquent aux ouvriers, la procédure de conciliation est leur dernier soud et elle s'avère impuissante à calmer leurs appétits féroces.

calmer leurs appétits féroces.

Cette procédure est en fait, sous une forme voilée, une véritable entrave au libre exercice du droit de grève. Voila pour-quoi les signataires ont bome mine de dénoncer l'état-patron qui, constamment, s'attaque au droit de grève des travailleurs de la fonction publique. Parce que ce que l'Etat n'a encore pas réussi à imposer à ses salariés, il y a longtemps que les « Maîtres imprimeurs » l'ont obtenu des syndicats. Voilà pourquoi un de nos objectifs doit être la dénonciation de cette convention et de ses clauses restrictives, la suppression de la conciliation.

(Extrait du n° 122 de la V.Q.

(Extrait du n° 122 de la V.Q. Desfossés)

## de travai

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TELEPHONES

#### L'ENVERS DU DECORS

LENYERS DU DECORS

Dans les ateliers de sérigraphie et à l'étuvage, nous sommes toujours pris à la gorge par les vapeurs nocioes d'acides. L'hygrène
et la sécurité n'ont pas encore
mis leur nez dans cette affaire. Il
n'existe toujours pas d'aspirateur
capable d'aérer l'atmosphère viciée.

La direction continue a para

ciée.

La direction continue a nous verser une prime pour nous fatre accepter de bonne grâce la détérioration de notre santé.

Nous desespérions de voir du nouveau ; la direction nous a agréablement surpris : le bâtiment C est assiégé par des peintres. On gratte, on nettoie, on peint.

Nous sommes crâte à la direction au sommes crâte.

peint.

Nous sommes prêts à croire qu'il ne s'agit pas seulement de ravaler les façades pour impressionner les clients de la C.I.T. Esperons que la direction va prochainement tendre habitables des locaux où nous passons la plus grande partie de notre vie... Ou faudra-t-il faire un peu de bruit pour lui rappeler noire existence?

(Extrait du n° 22 de la C.I.T.)

#### A LA SNECMA

#### ON A SOIF

Avant les vacances, la Direc-tion a supprimé les distribu-teurs à boissons... payantes. Pour la simple raison qu'il y

Avant les vacances, la Direction a supprimé les distributeurs à boissons... payantes, Pour la simple raison qu'il y avait trop de monde à faire la queue devant. C'est tout de même un comble de nous mettre l'eau à la bouche pour nous la retirer ensuite.

Mais le pire, c'est d'entendre certains délégués ou syndicalistes justifier l'action de la Direction en disant : « Il faut dire qu'il y avait des gars qui exagéraient. » C'est vraiment lamentable et mesquin, car ces petites gens n'ont jamais rien vu; avant la guerre, lorsqu'on avait soif, on allait prendre un verre au café du coin pendant le travail et la production sortait quand même. Au temps des machines à sous, on nous refuse le droit de se décontracter un peu devant de l'eau gazeuse que l'on nous faisait payer 25 centimes.

(Extrait du n° 44 de la V.O. SNECMA)

SUR LES QUAIS ET DOCKS (MARSEILLE)

#### QUAND LE BATIMENT VA... LENTEMENT

Depuis quelques mois le centre d'embauche de la Joliette a été remis à neuf. Juste à côté, un immeuble ultra-moderne est en train de naître. On y mettra parait-il les services et bureaux de la direction du port.

la direction du port.

Ca fait toujours plaisir de savoir qu'il y a des gens qui travaillent dans des bureaux modernes et c'est tant mieux pour eux.

Et ça prouve aussi que quand
c'est nécessaire on trouve toujours suffisamment d'argent pour
des constructions neuves.

des constructions neuves.

Alors serait-ce trop demander que l'on s'occupe aussi un petit peu des conditions de ceux qui travaillent sur les quais. Combien d'années encore faudra-t-il attendre pour qu'il y ait partout des vestiaires et des douches? Peut-être croit-on en haut lieu que les installations du poste 42 sont suffisantes pour tous les dockers de Marseille?

De la Joliette au poste 42 il faut 6 tickets de trolley et une heure pour l'aller et retour.. Voils ec qu'il en coûte à qui veut prendre une douche à condition encore d'avoir de la place.

d'avoir de la place.

De même nous nous permettons de rappeler le scandale que constitue l'absence de cantine pour une entreprise qui emploie plus de 3.000 personnes. Est-il tolérable que nous soyons obliges soit de rentrer manger à midi, soit de dépenser 6 F environ dans des restaurants?

En réstatité, le patronat n'est ca-pable de faire construire que les bâtiments qu'il juge utiles. Tant que nous ne lui aurons pas prou-vé que les vestiaires, les dou-ches et les cantines sont tout aussi utiles, rien n'avancera.

Comment le lui prouver? en refusant de travailler dans de pareilles conditions, par exemple!

(Extrait du nº 51 de la V.O. Quais et Docks).

## MAITRE APRÈS DIEU

CHEZ GENEVE

#### **PATRON** DE DROIT DIVIN

Le petit Bonaparte a licencié lundi dernier un ouvrier, peintre, père de quatre enfants, pour juute grave. La faute grave a été jus-tifiée par le fait qu'il ait disculé l'ordre de son chef.

itifiée par le fait avit ait discuté l'ordre de son chet.

La direction a reconnu, ellememe, qu'il n'y avait pas faute rave en payant quelques jours après le mois de préavis et la prime trimestrielle.

Ce renvoi est abusit, la direction le sait, la preuve elle a payé mais elle n'est pas revenue sur sa décision. Car ce qui lui importe par dessus tout, c'est de bien nous montrer que son autorité ne doit pas être mise en question. Et puis ce camarade était connu par tout le monde comme un antiout le monde comme un antiout le monde comme un antiout le monde comme un antion qu'ils se vendent pour bien peu, Hier la direction a fermé la porte à une ouvrière de gauche, aujourd'hui un anti-C.F.T. a été icencié. Nous n'avons même pas bougé le petit doigt pour le garder dans l'usine bien que la direction ait reconnu la faiblesse de ses arguments et que deux chefs ne se disent pas d'accord avec cette sanction.

Sommes- nous tombés si bas que nous ne sachions même plus

cette sanction. Sommes- nous tombés si bas que nous ne sachions même plus nous défendre ailleurs que devant

nos gosses? Nous n'aurions peut-être pourtant qu'à pousser un peu la direction et le camarade re-prendrait le travail avec nous (Extrait du nº 103 de la V.O. Genève.)

CHEZ OLLIER

#### **DEFENDRE NOS LIBERTES**

DEFENDRE NOS LIBERTES

Un ouvrier tombé malade avait négligé d'envoyer un certificat pour une prolongation d'arrêt maladie. Aussi fut-il sommé de se justifier et, sans doute pour l'intimider, le contremaitre lui fit signer un texte qui stipulait que le contrat de travail était rompu si dans les 48 heures les pièces demandées n'arrivaient pas.

Notre camarade, étonné et inquiet, fit appel aux délégués pour leur signaler le comportement du chefaillon. Immédiatement après le ur intervention, l'ouvrier se voyait infliger deux jours de mise à pied.

voyatt minger and per a pied.
Cette atteinte brutale aux droits de chaque ouvrier dépasse par trop la mesure et il est possible que la haute maitrise y réfléchisse avant que l'inspection du travail n'intervienne.
En taut cas, notre intervention

all n'intervienne.

En tout cas, notre intervention sera peut-être nécessaire pour appuyer dans l'usine toute action légale. Nous devons nous tenir prêts.

(Extrait du nº 16 de la V. O. Ollier)

### A NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant généralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises ou de caractères différent selon les circonstances.

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le pla-cardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la demande pour les frais de port).

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou pas, et le nombre d'exemplaires désirés. 

## Préparer sérieusement l'action revendicative

#### A AIR FRANCE

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS EST L'AFFAIRE DES TRAVAILLEURS **EUX-MEMES** 

Les jours se suivent .. et se ressemblent, et on pourrait même dire qu'au point de vue de l'action revendicative, c'est pire qu'avant. Ces derniers temps des discussions, des tracts, laissaient supposer qu'un semblant de mouvement allait être décidé par les syndicats.

A présent, c'est le calme plat et tout devient parfaitement clair. Ce n'est ni plus ni moins qu'une trahison de nos centrales syndicales envers la classe ou-vrière.

Pourtant les ouvriers ont fait preuve de bonne volonté. Soumis

à la douche écossaise comme nous l'avons été (un jour il faut faire grève, le lendemain il ne faut pius la faire, etc.), nous pen-sons qu'il serait grand temps de ne plus jouer les guignols de Messieurs les représentants en chef des syndicats.

Ils se disent responsables des ouvriers, mais dès qu'on doit entreprendre une action, il n'y a plus personne car ils se dégonflent lamentablement.

flent lamentablement.

D'ailleurs ces gens dont nous parlons, c'est-à-dire ceux du bureau central de la C.G.T. par exemple, sans l'accord desquels une grève lancée par les sections C.G.T., ne peut être décidée, personne ou presque ne les connait.

Où sont-ils? A Paris? A Orly?

Ou sont-ils? A Paris? A Orly?

Peu importe, mais ils pourraient
venir sur le tas de temps en
temps. Ça les remettrait dans
l'ambiance, surtout qu'ils ont dû
oublier depuis longtemps ce
qu'est assurer des cadences infernales sur les ponts ou en poste,
par tous les temps dans le bruit
des points fixes.

Vous verrez qu'ils voudront sortir blancs comme neige de la pagaie (dont ils sont responsables) qui s'est manifestée lors des semaines qui devaient être des semaines d'action.

Quand un mouvement échoue, ils disent toujours entre eux que c'est de notre faute, que nous ne sommes pas assez combatils; en somme, c'est comme avec les patrons, c'est toujours le lampiste qui est responsable. Ils ne seront jamais en peine pour s'en sortir. Des formules toutes faites, ils en ont plein une valise.

Mais après tout, c'est à nous de décider. Dans la grève, ce sont des comités où chacun a le droit de parler, mais aussi le droit de parler, mais aussi le droit de parler, mais aussi le droit de houvement.

Cependant notre organisation dans la grève dépend surtout de notre organisation avant la grève. Une grève se prépare, se décide avec des moyens de lutte et des objectifs choisis par tous.

(Extrait du n° 78 de la V O. Air France).

#### A LA S.N.C.F. A PROPOS **DU 8 OCTOBRE**

Le 8 octobre, veille du 3e same-di de récupération, les adminis-tratifs sont invités, par les syndi-cats, à faire une journée d'action. Pourquoi cette journée d'action, que, pour une jois, on a la pu-deur de ne pas qualifier de « gran-de »?

que, pour une lois, on a la padeur de ne pas qualifier de « grandeur de ne pas qualifier de « grandeur de ne pas qualifier de « grandeur de propres » aux administratifs:

1º Suppression de la récupération annuelle des 4 samedis;

2º Obtention d'un repos compensaleur pour fétes légales (R.C.F.)
tombant un samedi (ou un tuni
pour certains services);

3º Alignement de la prime administrative sur la prime moyenne
V.B.;

4º Revalorisation de certaines
échelles « oubliées » lors de la
dernière revalorisation des points.
D'une part, il est bien évident
que ce ne sont pas les pétitions,
rassemblements et autres délècations, mêmes élargies, qui feront
aboutir ces revendications, mais
d'autre part il est bien certain que
le type même de ces revendications, leur importance, le bénéfice
réel qu'on en tirerait, ne permet

pas d'appeler à de vastes actions, ne peuvent justifier des mouvements de grèves (mêmes partielles et d'autant plus inutiles) dans lesquels seuls les administratifs seraient entrainés : le feu n'en vaut pas la chandelle.

Alors que proposer?

D'abord de ne pas tout mettre dans le même sac, et surtout des revendications d'intérêts nettement différents. Il faut sérier les revendications qui ne sont pas forcément du même ordre et pour lesquelles les méthodes et les formes de lutte peuvent être différents.

Par exemple, en ce qui concer-ne la récupération annuelle de 4 samedis, il ne suffit pas d'en re-fuser le principe simplement par écrit. Ne pas venir effectivement travailler ces jours-là serait une action valable à la mesure de la revendication, car la suppression définitive de cette récupération équivaudrait à la 5e semaine de congé.

congé.

Par contre, pour ce qui est 1 obtenir un R.C.F. pour les jours de fêtes tombant un jour de semaine régulièrement chômé, la partie de cette revendication, très secondaire en elle-même, est bien moindre. Si nous avions continué la semaine anglaise des années passées nous y aurions gagné 3 samedis matin, soit 12 heures, pour 1965, et en 1966 cela se rédurait à 4 heures (1er janvier).

Cette dernière revendication n'a ucune commune mesure avec la

Cette dernière revendication n'a aucune commune mesure avec la précédente.
Quant aux deux autres, elles n'ont, dans le Jond, de catégoriel·les que le nom.
Sur la question des primes, nous avons déjà donné plusieurs jois notre point de vue (notamment dans le précédent numéro) la suppression de toutes les primes quelles qu'elles soient supprimerait par là-même les causes de discorde et de jalousie que l'on entretient ainsi entre nous lous.
En ce qui concerne la révalorisation des échelles EM et EMP. (7, 8, 9), il n'y a pas que des administratifs intéressés par la question.

ministratifs interesses par la question.

En fait nous avons dejà ecrit plusieurs fois dans ce bulletin que loutes ces petites revendications catégorielles trouveront leur solution tout naturellement lorsque tes revendications déterminantes autont ou seront sur le point d'aboutir.

Lorsque nous aurons obtenn la semaine de 40 heures et que celle de 30 heures sera à l'ordre du jour (et pourquoi pas ?), que notre pouvoir d'achat aura subit une réelle amélioration, tous nos petits problèmes locaux se réglerons d'eux-mêmes.

Et pourtain nous serons encore

Et pourtant nous serons encore loin du socialisme!
(Extrait du nº 140 de la V.O. Cheminot.)

A LA C.I.T.

## ABUS DE CONFIANCE

A plusieurs reprises nous avons pu constater comment les bureaucraties syndicales, pour justifier leur existence, nous annoncent des victoires ouvrières bidons.

On pouvait lire dans l'Humanité du 1/10/65 sous une photo d'un mecting des camarades de Peugeot, cette légende : « Ils ont eu 5 % d'augmentation...»

Quand on se souvient des 2 mois de luttes, des pertes de salaires d'environ 500 F, des licenciements. C'est ridicule! Ce journal spécules sur notre manque d'information, ou sur notre faculté d'oublier.

Si la défaite de Peugeot peut tre présentée comme une victoire ailleurs qu'à Montbéliard, il est stupéfiant de voir avec quel cy.

nisme on nous présente les victoires dans la région parisienne, et en particulier à la C.I.T. Le Métallo, journal diffusé par la C.G.T. à la C.I.T. nous informe que les entreprises comme l'A.O.I.P., la C.I.T., etc... ont eu une diminution d'horaires sans perte de salaire.

De qui se moque-t-on?

Nous avons fait des grèves contre cette perte de salaires de 4 % ainsi que contre un nouveaz pointage à midi. Et nous refusions la création d'une prime d'assiduité destinée à compenser 2 % de cette perte. Le résultat nous ne l'avoir pas oublié : Faute de n'avoir pas mené notre lutte à bout, nous pointons à midi, la prime existe et nous avons perdu de l'argent.

Parler dans ces conditions de victoire syndicale à la C.I.T., c'est bluffer pour faire croire aux au tres entreprises que l'on peut ob-tenir des avantages sans grandes luttes.

Ce genre de méthode vis-à-vis des travailleurs prouve le mépris des bureaucrates syndicaux à leur égard.

egard.

La presse bourgeoise n'est pas la seule à nous tromper sur les luttes des camarades travaillant aileurs. Pour pouvoir être informés des mouvements réels qui se passent chez eux, il reste une presse ouvrière à créer.

(Extrait du numéro 22 de la V.O., C.I.T.)

CHEZ RENAULT

#### APPRENDRE DIRE Α NON

A une semaine de ce que la coutume continue d'appeler; contre toute logique, les élections de délegués nous ne connaissons pas encore les noms de ceux qui entendent se présenter à nos suffrages. De toute façon, cela importe peu, puisqu'il ne s'agit pas de choisir parmi nous ceux qui onus paraissent les plus dignes de nous paraissent les plus dignes de nous représenter mais de ratifier les noms qui ont requ l'investiture des syndicats. D'esormais, sûrs de leur fait, les syndicats ne prennent même plus la peime de mener la campagne electorale. Ils auraient d'ailleurs bien tort de se

gêner. Chaque année ils répètent les mêmes choses qui ne nous sa-tisfont pas mais chaque année nous leur donnons nos voix et nous leur permettons d'agir en potte nous

nous leur permettons d'agir en notre nom.
Si nous voulons que tout continue comme par le passé, si nous pouvons nous satisfaire de débrayages symboliques et de pétitions pour soulager notre conscience chaque fois que le Directeur nous fait un tour à sa façon, allons aux urnes comme d'habitude élire les représentants de notre apathie. Mais si nous pensons que la comédie a assez duré,

qu'elle risque de se transformer en tragédie (et le bruit des armer au Viet-Nam et au Pakistan de vrait nous mettre la puce à l'orei! le) alors il faut commencer à s'in téresser nous-mêmes à nos affai res. Il faut commencer à refu ser d'être les pantins de leurs élections bidon. Il faut savoir dire NIET.

Il faut refuser de cautionner ceux qui se sont enlisés dans le collaboration avec le Patron et l'Etat, et qui, plus que les bour geois distillent le poison du chau vinisme.

# PILORI

A LA N.M.P.P.

#### UN TRISTE PERSONNAGE

UN TRISTE PERSONNAGE

A Villette, un surveillant bien connu pour son zele abject juisant licencier récemment un norteur qui aurait paraît-il a mime ou jait des gestes inconvenants » dans le méto dispute s'était ensuivie, qui et méto dispute s'était ensuivie, qui et méto dispute s'était ensuivie, qui et au licenciement. Il est bien possible que le ravait Cest le prétate au licenciement. Il est bien possible que le pervosité de notre camarade att pu paraître anormale, mains de dispute mendadive de ce surveillant s'émeut facilement pour le tels mouvements, elle nesqu'il s'egit de lécher les bottles la direction ou lorsque cellect ui démande de faire son sale boulet de garde-chioume. Qu'il prenente beaucoup de choses enverses subordonnés, mais ça ne signifie pas que cela puisse durre touiours. Les chefs sont aussi des exploités comme nous, simplement un peu mieux payés. Contre cux qui jont simplement leur travait nous n'avons rien.

Quant à ceux qui veulent faire du zèle dans l'espoir de se fure bien voir ou qui se croient tout gennes qu'ils sont ; les valets de notre cur'ils noir vils ne s'étonnent pas de se voir traiter un jour pour ce qu'ils sont ; les valets de notre (Extrait du n° 1 de la V.O. NM.P.P.)

CHEZ CHAUSSON

CHEZ CHAUSSON

#### CHICHE !

A l'atelier de montage mécani-que de la Peugeot, vendredi der-nier, il y a eu un petit incident.

Le directeur, M. Fillod, se trouvoit inconsciemment derrière une
fourgomette qui reculait à ce moment-là (il a failli être bousculé).
Il avait donc mis ses pieds dans
un endroit où les manœuvres de
véhicules sont perpétuelles.
Le conducteur fit ses excuses;
le directeur n'en tint pas compte
et lui répondit qu'il l'avait fait
exprès et ajouta; «Tu veux mon
poing dans la gueule?...»
Si les problèmes entre la Direction et les ouvriers doivent se ré
gler «à coups de poings sur la
gueule », ce n'est certainement
pas M. Fillod qui aura le dessus.
(Extrait du n° 195 de la V. O.
Chausson)
CHEZ MICHELIN

CHEZ MICHELIN

#### L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL

CAPITAL-IRAVAIL
C'est connu! Tous les participants de notre usine forment une grande famille. Et chacun, suivant son mérite en tire profit.
Ainsi pour sa part Michelin vient de construire en Irlande une nouvelle usine (la troisième dans les lles britanniques). Comme chaque année il accroit son capital d'une nouvelle unité de production.

capital d'une nouvelle production.

Nous venons de recevoir notre part : cent sous de l'heure.

De quoi tuer l'esprit de fa-mille!

(Extrait du n° 137 de la V.O. Michelin).

AU DEPT 37 DE LA R.N.U.R.

### SAUVONS..

NOS OUTILS

OU « ALLONS ENFANTS
DE LA REGIE... »
Si vous avez chez vous un vieux

N OUS ne pouvons étant donn: la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces builetins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :
AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann.
HISPANO-SUIZA. — Bois Colombes
(Seine).

AUTOMOBILES:
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine). CITROEN. - Usines Levallois et quai de Javel.

de Javel.

GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 7 builetins correspondant à différentes sections
R. VI.R. — Général.
R. VI.R. — Bâtiment C.
R. VI.R. — Bireaux.
R. N.U.R. — Département 37.
R. N.U.R. — Departement 37.
R. N.U.R. — U 5.

METALLURGIE:
Actieries et Forges de la Loire C.A.P.L.,
Saint-Chamond. Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. —
Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble.
WESTINGHOUSE.
EIGETRUCTE E

CABLES DE LYON. - Lyon. C.I.T. - Paris 15e. Cle des COMPTEURS de Montrouge (Seine).

C.S.F. - Levallois (Seine). THOMSON. - Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC:
RHONDE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville
(Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire
Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS : AIR-FRANCE – Ateliers Orly-Nord AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine) AIR-FRANCE. — Bianqui, Paris-13e. ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS. ASSURANCES GENERALES. — Siège

ASSURANCES GENERALES. - Siege
Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS
FAMILIALES. - Rue Viala, Paris 15e
CHEMINOTS. - Générale.
Imprimerie DESFOSSES. - Issy-les
Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. - Siège central

CREDIT LYONAIS. — Stege central EMPICES CIVILS DE LYON, QUAIS et DOCKS. — Ma'selle CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Plandre. Paris
70 UVELLES MESSAGERIES DE IA PRESSE PARISIENNE. — PARIS

cadre innoccupé, nous vous conscillors d'y metire ce tract C.G.T. du 1e-10-65 intitule: « Nos outils de travail ». Ceux d'entre vous qui auront suivi nos conseils et lu: « L'Etat et la révolution » de Lénine pour comprendre le rôle de l'Etat en régime capitaliste, se apieront un bon moment de rujo-lade. Vous méditerez comme nous « Puissante riposte : 1.600 lettres de pétitions portées par 40 délenés » ; « Chacun aura à cœur de s'opposer au départ de son outil de travail », et pour nous rassurer : « La C.G.T., ses mittants, avec l'ensemble du personnel, utiliseront, qu'on le sache bien haut lieu, tous les moyens dont ils disposent (voir plus haut ces moyens 1) ».

Voilà la suite logique de la 'utte per entreprise et le résultat de cette politique de démission et de trahisons Renault et que les autres crèvent, auvait di s'intituler ce papier. Le rationalisme ne suifit plus aur staliniens, les voilà devenus Regle-onalistes.

(Extrait du n° 209 de la V.O. R.N.U.R. bût 37.)

U.C.L.A.F.

#### POUR VIVRE HEUREUX **VIVONS CACHES**

On nous a dit depuis peu que nous sentions mauvais. Maintenant on nous fait comprendre qu'en plus, nous sommes très désagréables à contempler, sur tout lorsque nous risquons d'être fixès sur la pellicule.

Ainsi, à l'occasion du tournage d'un film la question se pose: que faire de nos génantes personnes? La direction a résolu le problème en nous cachant dans les recoins des ateliers, et en haillant les acteurs improvisés de blouses blanches.

Il existe une autre solution plus simple et capable de satisfaire la dignité des intéressés : accor-der un congé, payé bien entendu durant le déroulement des opé-rations. La direction peut être sûre que cette décision recevrait pour une fois, notre complet ac-cord

(Extrait du nº 77 de la V.O. Roussel - UCLAF)

AUX BUREAUX DE LA R.N.U.R

#### UN COUP FUMANT

Certains chefs ne supportent pas la fumée ce n'est pas qu'ils aient les poumons fragiles, ils fument eux-mêmes; mais ils ont la mora-lité chatouilleuse. Ils trouvent ex-trémement « shocking » de voir une femme fumer. Une femme, vous vous rendez compte?

compte ?

Ce sont pourtant les mêmes chefs qui vont le soir aux Folies Bergère voir les girls se dandiner en cadence, une touffe de plumes

au... c...
Il y a vraiment des pauvres types à la Régie!
(Extrait du numéro 201 de la
V.O. Renault Bureaux).

## DÉMOCRATIE

## **OUVRIÈRE**

CHEZ CITROEN

#### ALLEZ RENNES!

A l'usine de Rennes, les élections le délégués du personnel se sont léroulées pour la première fois lepuis que l'usine existe.

Ainsi, il aura fallu 4 ans pour que nos camarades de Rennes puissent exercer leur droit d'élire des délégués, droit conquis en juin 1936 par la classe ouvrière grâce à d'immenses mouvements de grève

Ce n'est évidemment pas de gaie-té de cœur que Citroën a organisé ce scrutin et la direction a usé de toutes les pressions possibles pour décourager à la fois les candidats-délégués et le personnel.

delegues et le personnel.

Ainsi, on a pu voir des candidats appelés individuellement par les chefs de services pour les inciter à retirer leur candidature, des ouvriers obligés d'attendre deux heures pour pouvoir voter, des bureaux de vote placés dans des enforits éloignés — à Paris nous connaissons aussi cela! — Bref, il allait à tout prix éviter que le quorum (50 % des inscrits) soit atteint. Or nos camarades ont voté en masse, puisque sur 5560 inscrits, on compte plus de 85 % de votants; ils nous donnent d'ailleurs une leçon, car nous n'avon pas, jusqu'à présent, été capables d'en faire autant.

En yotant nour élire les délé.

d'en faire autant.

En votant pour élire les délégués du personnel — indépendamment des critiques que l'on puisse faire au mode d'élection qui donne aux appareils syndicaux le monopole de la représentation ouvrière — les travailleurs de Rennes ont montré leur volonté de résister aux intimidations et aux pressions de la direction. Si les délégués ont fait preuve de courage personnel, ils ne doivent jamais oublier de qui ils tirent leur pouvoir et que teur force réside justement dans le soutien que leur apporte le per sonnel. A nous de suivre cet exemple, et à ce moment là seulement, nous pourrons espérer être représentés autrement que par des états-majors.

(Extrait du numéro 202 de la V.O. Citroën).

AUX CHANTIERS

DE L'ATLANTIQUE

#### LES BONS COMPTES...

Nos dernières affiches traitant l'une du capitalisme meurtrier, l'autre du conflit indo-pakistanais, ont été systématiquement recouvertes par des slogans staliniens aussi mesquins qu'incohérents. Pour ces pauvres types, dénoncer les métaits du capitalisme, c'est « faire le jeu du gaullisme et du patronat ». Cela montre bien la niaiserie ta bassesse d'esprit des bureaucrates. En fait, les staliniens du P.C.F. ne supportent pas l'existence d'une organisation de gauche qui rappelle la faillite de leur parti et la trahison de sa raison d'ètre.

Mais il faut croire que le

son de sa raison d'être.

Mais il faut croire que le
P.C. a de l'argent à perdre. Il
y a trois mois, son « père manant » nazairien quettait, en
costard, aux portes du chantier
pour... « En Arrière Toutes! »
Est-ce aux affiches « anti-voix
Cuvrière » qu'a servi l'argent
des travailleurs ? »
(Extrait du n° 133 de la V.O.
Chantiers de l'Atlantique)

CHEZ RENAULT

#### ILS EN SONT LA...

Pour un certain temps nous sommes privés de notre permanence de Billancourt. Ce n'est pas que le café où nous la tenions ait fermé ses portes, mais son tenancier a été avisé par les « démocrates rénovés » qui souttennent Mitterrand que a présence de révolutionnaires à prostintié d'un de leurs « fiefs » leur deplaisait. Pour nous ce n'est qu'une géne passagère et d'ici peu nos amis sauront de nouveau où nous trouver. Mais ces messieurs du chapeau rouge-tricolore et de l'union des « gauches » sont tombés bien bas si pour combatre les idées révolutionnaires ils cnt recours à de tels procédés qui ne relèvent que de la plus plate mesquinerie.

(Extroit du n° 64 de la VO

(Extrait du nº 64 de la V.O. R.N.U.R.)

## NATIONALISATION BOURGEOISE

A LA R.N.U.R.

#### **ETAT-SUEUR?**

Devant la presse réunie, M. Pierre Dreyfus a donné un récital d'auto-félicitations assez instructif. D'après lui la Régie de puis 20 ans vit et s'agrandit par son propre effort sans aucure aide de l'Etat, aide que l'Etat accorde par ailleurs aux autres firmes automobiles (récemment Citroën). Rien mieux que cette

déclaration ne montre que Renault est et restera malgré sa nationalisation une entreprise à fonctionnement capitaliste à une cho-se près : comme elle est au service de l'Etat capitaliste et celui-ci au service des capitalistes et celui-ci au service des capitalistes, elle doit à la fois rapporter bénéfices et devises et aider par différents moyens (études, essais) des entreprises capitalistes, sans rien demander à l'Etat.

(Extrait du nº 64 de la V.O.

R.N.U.R. générale).

## DE NOTRE FENÊTRE...

### Les grands maux

Encore une fois, on dénonce en haut lieu l'insuffisance du personnel infirmier et, cette fois, c'est un député U.N.R., devant l'Assemblée du Conseil

La France vient largement bonne dernière avec 10 infirmières pour 10 000 habitants, alors qu'il en fau-drait au minimum 33, d'après leurs propres calculs.

Evidemment, encore une fois, on souligne que ce sont les bas salaires et les conditions de travail qui en sont et les conditions de travail qui en sont les principales causes. Mais, depuis le temps qu'ils le rabâchent, rien n'est encore changé et lorsque les infirmiers manifestent leur mécontentement, ils ne reçoivent qu'un refus catégorique.

La bourgegoisie sait bien organiser la production et nous faire travailler mais peu lui importe notre santé que nous gâchons pour ses profits.

### Un sacré culot

de leur revenu à se loger » nous po r-rions « sortir de la dangereuse impasse d'aujourd'hui », dit M. Aaron (Prési-dent de la Fédération des constructeurs

Evidemment, si les Français don-naient plus d'argent aux constructeurs, s'ils consentaient à leur payer des prix exorbitants, peut-être que ceux-ci, leurs bénéfices étant bien assurés, pour-raient consentir à construire des loge-ments: cela rapporterait enfin suffi-samment

Mais évidemment... si les Français (entendez les salariés) payaient plus, ils seraient peut-être mieux nourris. ...S'ils payaient plus, ils seraient peut-être mieux soignés, etc.

Evidemment, le Français aime los taudis, se complait dans la crasse st, s'il mange à la cantine, c'est par plaisir. Le premier imbécile venu satt

cela, n'est-ce pas M. le Président de la Fédération des constructeurs promoteurs?
If y a des coups de pied quelque

### Liberté de presse

Un nouveau quotidien du matin vient d'être lancé à Paris. Une publi-cation spécialisée dans les affaires de presse situe que le déficit atteindra quelque chose comme de 15 à 20 mil-lions de nouveaux francs par an...

lions de nouveaux francs par an...
Seulement le nouveau journal appartient à Dassault. Ce monsieur n'est pas seulement connu parce que son épouse légitime a été enlevée par des gangsters, mais aussi en tant que proprietaire d'une multitude de grandes affaires capitalistes. Cela lui permet ce financer grassement le nouveau journal. C'est ainsi que la plupart des grandes entreprises de presse, non rentablos financièrement, sont sous la coupe des magnats de la Finance, dans un régime où la liberté de presse s'achète très très cher.

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise por-tant le même titre n'ont comme ressources que je pro-duit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ou vrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéoty-pées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Les tonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à no-cre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt

## Un Président de la République qui ne se contente pas d'inaugurer des chrysanthèmes

Le Chef de l'Etat va être élu au suffrage universel. Pourtant cela ne signifie nullement une exten-sion de la démocratie, bien au contraire.

#### UN SUFFRAGE UNIVERSEL « AMELIORE »

En réalité ce suffrage universel est précédé d'une première sélection des candidatures qui n'a, elle absolument rien de démocratique. Celles-ci ne peuvent être retenues que s'il y a cent notables, députés, sénateurs, conseillers généraux ou maires, pour les présenter. Ces parrains du candidat divent de plus apparient à dix départements différents II n'y a donc. légalement, que quelques dizaines de milliers de privilégiés politiques qui peuvent avoir un candidat. Le bon peuple, lui, n'est admis à choisir que parmi ceux que ces notables veulent bien lui présenter.

Or, ces notables sont très loin d'être le reflet exact de l'opinion politique du pays. Le système electoral par lequel ils sont élus défavorisent systématiquem en toertaines catégories. Par exemple, les partis minoritaires et l'extréme gauche, ou présumée telle, sont très nettement sous-représeniés. Ainsi, en novembre 1958, 1°U.N.R. recueillit 40 % des sièges pariementaires avec 11,6 % des suffrages, alors que le P.C.F., qui en avait 18,8 %, ne formait que 2 % de la chambre des députés. Bien plus sénateurs et conseillers généraux ne sont pas eux-mêmes élus au suffrage universel mais par les notables départementaux.

Ce choix préalable n'est pas seulement fait pour écarter les candidats farfelus ou prétendus tels. Sinon, pour rester sur le terrain où s'est placé le législateur, il était parfaitement possible de décréter que tout candidat devait être appuyé par tel nombre de citoyens, quelques dizaines de milliers par exemple. Les candidatures dites farfelues n'en étaient pas moins, et sans doute bien davantage, écartées.

Non, en donnant aux seuls notables le droit de présenter un candidat,il s'agissait d'abord de tenter de défavoriser les partis minoritaires et extrémistes, notamment l'extrême-gauche. Cette mesure ne fait que compléter l'œuvre constituante de la cinquième République et accentuer encore un peu plus la tendance déja manifestée par le choix des systèmes de scrutin aussi bien pour les élections législatives que pour les municipales.

Ainsi, il n'est pas sûr que le P.S.U., que nous sommes loin de confondre avec un parti révolutionnaire, et qui a tout de même une certaine invorteme nationale, réunisse en one in aujourd'hui, parmi les députés, senateurs, conseillers gédéraux ou maires de dix départements différents, les cent personnages nécessaires à la présentation d'un candidat. Alors à pur les forte raison, la candidature d'une formation révolutionnaire.

Mais ce n'est pas seulement l'élection d'un « mauvais » candidat que ce système se propose d'éviter, mais surtout la possibilité pour celui-ci, bien réelle celle-là, de mener campagne électorale. C'est un fait évident qu'à l'occasion d'une telle campagne beaucoup de gens se proccupent brusquement de politique, qui ne s'y intéressent pas d'ordinaire. Une élection présidentielle, qui a forcement un certain prestige, pourrait être une occasion unique pour des organisations politiques minoritaires de s'adresser au pays, de développer publiquement leurs idées, de faire connaître leur programme. Quelle qu'ait été l'intention profonde du législateur, c'est cette occasion qui est enlevée aux organisations ou aux par-

#### LES BEAUX RESTES DU PARLEMENTARISME

Il est vrai qu'on ne peut s'étonner de voir la bourgeoisie prendre toutes ses précautions contre les possibilités que pourrait éventuellement donner aux masses le suffrage universel, quand ellemême renonce à une bonne partie de ses prérogatives politiques au profit d'un seul homme. Car ce président de la république, qui est élu pour sept ans, sans possibilité, non seulement pour l'ensemble du peuple qu'i la élu, mais nois de le contrôler réellement choisi, de le contrôler réellement de lus forte raison de le révoquer, est dôté de pouvoirs exorbitants.

Le régime parlementaire de type classique impliquait la responsabilité réelle du gouvernement devant la Chambre. Celle-ci n'était nullement bien sûr, le reflet exact des intérêts ou des sentiments de l'ensemble des électeurs du fait que les députés sont eux-aussi irrévocables pendant des années et de l'injustice des modes de scrutin. Pourtant au travers du Parlement, les intérêts des différentes couches sociales ou catéries de citoyens, principalement de la bourgeoisle, pouvaient s'exprimer et peser réellement sur le gouvernement du pays.

Dans la constitution actuelle de la France, avant d'être responsable devant le Parlement, le Gouvernement est d'abord l'émanation du Président de la République. C'est celui-ci qui nomme le Premier Ministre et, sur proposition de ce dernier. l'ensemble du gouvernement. Celui-ci existe l'également dès cette nomination. Il n'a plus besoin pour cela d'avoir reçu l'investiture de l'Assemblée Nationale ni d'avoir fait l'objet d'un vote de confiance de sa part.

De même c'est le Président de la République qui révoque le Premier Ministre « sur la présen-tation par celui-ci de la démission du gouvernement », ou les minis-tres, à la demande du Premier.

Certes l'Assemblée Nationale peut obliger le gouvernement, mais en aucun cas le Président lui-mème, à démissionner. D'abord si une majorité simple désapprouve le programme général ou une déclaration de politique générale du gouvernement... à condition que celui-ci ait bien voulu décider d'engager expressement sa responsabilité devant le parlement. La constitution ne prévoit pas pour lui d'obligations précises à le faire.

si l'initiative de faire échec au gouvernement vient du parlement c'est une motion de censure que celui-ci doit voter. Pour être recevable elle doit réunir non plus la majorité absolue de l'assemblée c'est-à dire que les absentions journat automatiquement en faveur du gouvernement qui reste en place s'il n'y a qu'une majorité simple qui s'est déclarée contre lui. Pour pouvoir être présentée au vote l'assemblée, la motion de censure doit être ratifiée préventivement par le dixième de l'ensemble des députés. Son rejet prive les deurs collègues du droit d'en présentée à leurs collègues du droit d'en présenter une session du Parlement. On voit que le contrôle de celui-ci sur le gouvernement est donc suiet à bien des entraves.

Par contre toutes les réunions du conseil des ministres sont obligatoirement présidées par le Président de la République. Le Premier Ministre lui-même ne peut suppléer celui-ci que par délégation expresse et pour un ordre du jour déterminé. Comme c'est le Président qui, avec le contre-seing ministériel, promulgue les lois, signe les décrets et les ordonnances, nomme aux emplois civils et militaires, accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires à l'étranger, préside les conseils supérieurs de la défense nationale ; posséde le droit de grâce, négocie et ratifie les traités, il est donc réellement le véritable chef du Gouvernement. Mais il n'est responsable ni devant le Parlement ni devant qui que ce soit d'autre.

D'ailleurs la constitution va jusqu'à accorder au Président, dans certains cas extraordinaires, la possibilité de se passer du Par-lement pour légiférer, de le dis-soudre et même d'instaurer une véritable dictature.

#### DES POUVOIRS EXTRAORDINAIRES

Le droit pour le Président de demander, par référendum, à l'ensemble des Français, leur avis sur certaines lois pourrait sembler, la encore, une forme avancée de démocratie. Ce n'est pourtant pas le cas si l'on songe que c'est le Chef de l'Etat seul qui décide du fond, de la forme et de la date de la question. A ce propos d'ailleurs De Gaulle ne s'est pas géné pour prendre des libertés avec la constitution dont il est le père. L'article 11 prévoit 3 cas possibles de référendum : loi portant sur l'organisation des Pouvoirs publics, loi comportant approbation d'un accord de communauté, loi tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contaire à la constitution, aurait des institutions. Le référendum du 8 avril 1962, demandant au peuple français d'approuver un projet de loi autorisant le Président de la République à tirer les conséquences des accords d'Evian, n'entrait dans aucune de ces catégories.

C'est sans aucune condition préalable que le Chef de l'Etat a le droit de dissoudre l'Assemblée dationale. Certes de nouvelles élections doivent suivre rapidement et, pendant un an, la dissolution de la nouvelle chambre n'est plus possible. Le Président a tout de même là un extraordinaire moyen de pression sur une chambre rebelle.

Enfin l'article 16 lui donne, dans certaines circonstances, le droit de se transformer en dictateur. « Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements

internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement réguier des pouvoirs publics consiliutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par les circonstances...». Ses seules obligations sont de consulter le Premier Ministre et les présidents des assemblées et du conseil constitutionnel et d'informer la nation. Certes le Parlement se réunit alors de plein droit et l'Assemblée nationale ne peut être dissoute. Mais le Président peut prendre toute les mesures qu'il juge nécessaires de sa propre autorité, sa seule limite étant.. de ne pas modifier la constitution. Il n'en aurait pas besoin. De Gaulle a donné une interprétation très large de la lettre de cet article aussi en le maintenant en vigueur, après le puisch militaire d'Alger du 21 avril 1961, jusqu'au ler octobre de la même année, bien après que tout soit rentré dans l'ordre.

Ce régime, la bourgeoisie fran-çaise l'a accepté et voulu parce que le parlementarisme, dans le cadre de la quatrième républi-que, ne permettant pas de mettre en place un gouvernemen stable, était devenu inviable. A cette ins-tabilité, elle a préféré un régime plus « fort », quitte à se dépossé-der d'une partie de ses droits de controler l'exercice du pouvoir au travers du Parlement.

Aujourd'hui lorsque certains hommes politiques de la bourgeoisie parient d'une évolution démocratique possible du régime, c'est dans le sens d'un régime présidentel, à l'américaine, qu'ils la voient. Il n'y a plus que les staliniens ou leurs satellites pour réclamer le retour au parlementarisme de papa. Et pour croire ou faire croire que cela permetrait de parvenir au socialisme. Car si cette « voie parlementaire res le socialisme » était autre chose qu'une ulopie, ce serait une raison supplémentaire pour la bourgeoisie de n'accepter à aucum prix le rétablissement d'un régime de ce type.

Jacques MORAND

## MONSIEUR MITTERRAND **NOS SALAIRES** NOS 40 H.

Suite de la première page

Suite de la première page
sa candidature. Le P.C.F. trompe des centaines de milliers de gens qui lui font confiance, en leur laissant croire que le gaullisme peut se terminer de cette façon. Jusqu'aux élections le P.C.F. va mener campagne pour Mitterrand et, le 6 décembre, il prétendra que les gens n'ont pas compris, qu'il faut encore « éclaireir » les problèmes. et attendre les élections présidentselles de 1972.
En réalité seul un candidat se présentant sur un tel programme, simple, clair et net avait les chances de rallier les suffrages de millions de travailleurs des villes et des campagnes. Le candidat en question une fois étu n'aurait pas pui appliquer ce programme par la seule vertu de ses pouvoirs constitutionnels, sans l'aide agissant et ouverte des ouvriers et des paysans mobilisés pour l'appliquer malis la situation créée au lendemain de l'élection eut été claire et la mobilisation populaire immédiate.

Mitterrand en est à des lieues. Aussi loin qu'en est De Gaulle luimême. Mais ne situation candidat riemmédiate.

Bien entendu seul un candidat révolutionnaire aurait pu se pré-

Aussi loin qu'en est De Gaulle lui-même.
Bien entendu seul un candidat révolutionnaire aurait pu se pré-senter avec ce programme dans une telle perspective.
Le P.C.F. n'est pas capable de présenter un candidat de cette façon. Le fait qu'il y ait renoncé le montre bien.

Et les révolutionnaires n'en ont pas le droit. Il ne reste donc que les candi-datures de la bourgeoisie.

Tous ceux, les travailleurs et les militants du P.C.F. en premier, qui mettent quelque espoir dans la candidature Mitterrand vont être terriblement déqus encore une fois. Ils ne seront pas tellement déqus en voyant quels maîtres sert Mitterrand une fois au pouvoir, cela ils n'en auront même pas l'occasion, mais déçus par les résultats du scrutin.

Que faire alors ? Ne compter is un les urnes, ni sur le P.C.F., le P.S. ou Mitterrand pour changer réellement notre sort. Compter sur nous.mêmes en tirant les leçons des expériences amères et en donnant aux travailleurs un parti ouvrier qui soit révolutionnaire et non l'allié des Mitterrand quand il n'est pas celui des De Gaulle.

Roger GIRARDOT. Tous ceux, les travailleurs et les militants du P.C.F. en premier,

Roger GIRARDOT.

## CHEN-YI, L'O.N.U. et la bombe !

Nul pays ne suscite, sans doute, aujourd'hui, des réactions aussi diverses que la Chine: Incarnation moderne sinon du «danger communiste», du moins du périfanne, pour certains, de la pureté révolutionnaire pour d'autres. Et, suivant ses goûts, chacun pouratirer ses propres conclusions du discours musclé prononce la semaine dernière par le maréchal Chen Yi.

maine derniere par le marcena Chen Yi.

Il est vrai que les termes de cette déclaration contrastent fortement avec ceux qu'emploient les champions de la coexistence pacifique, le maréchal n'ayant-il pas été jusqu'à dire: « Une épreuve de force entre l'impérialisme américan et la Chine serait extrémement profitable car elle... portenit à un degré encore supérieur la lutte anti-impérialiste dans le monde ». Et il ajoutait, pour bien montrer, sans doute, que la Chine caraginait rien ni personne: « ...S'ils le veulent, les Indiens peuvent se joindre aux Américains, de même que les impérialistes britanniques, les militaristes japonais et les révisionnistes modernes ».

Les impérialistes ne se sont

Les impérialistes ne se sont guère émus. Ils ont l'habitude des rodomontades c'h i n'o i s'e s'et ce n'est pas aux U.S.A. qui font la guerre au Vietnam, mais plus pru-demment à l'Inde que la Chine a adressé un ultimatum.

adressé un ultimatum.

Et si le maréchal Chen Yi semble prêt à affronter la coalition de toutes les forces réactionnaires du 'monde, il a fait tout de même une exception: «Les impérialistes américains ont voulu intimider trop de pays — a-t-il dit — ...Ils ont même voulu intimider la France et le Général de Gaulle, qui est maintenant devenu un ami de la Chine». Il est vrai que pendant ce temps la, couve de Murville, ministre des affaires étrangères de la V Répu-

blique plaidait, à New York, l'ad-mission de la Chine populaire à l'O.N.U.

PO.N.U.

Pourtant, à propos de l'O.N.U., le maréchal devait poser de nouvelles conditions préalables à la participation de son pays: retrait de la résolution de 1850 condamnant la Chine lers de la guerre de Corée et révision de la Charte de San Francisco, conditions que 
chaeun s'accorde à trouver inacceptables pour les impérialistes.

La politique chinoise peut pa-raître bien contradictoire et elle l'est en effet. Pourtant ce n'est pas au niveau des idées politiques mais à celui des réalités sociales que se trouve la contradiction fondamentale.

que se trouve la contradiction fondamentale.

Que la Chine désire siéger à l'O.N.U., participer aux discussions internationales, cela est évident ; on ne pourrait expliquer autrement sa « reconnaissance» envers de Gaulle qui l'a reconnue. Ce n'est pas elle qui a choisi de rompre toutes les relations avec l'impérialisme en 1849. Ce sont les U.S.A. qui lui ont imposé cette rupture. Mais les dirigeants chinois savent que la politique de coexistence pacifique, que tout accord entre les deux grands ne peut se faire qu'aux dépens des pays du tiers-monde et elle vou-drait bien participer à la discussion de façon à ce que d'autres qu'elle même en fasse les frais.

Mais les dirigeants chinois sa-

qu'elle même en fasse les frais.

Mais les dirigeants chinois savent bien qu'il ne suffit pas de dire des paroles gentilles à l'impérialisme, bien au contraire, pour être admis autour du tapis vert. Leur ultimatum à l'Inde n'avait de sens que pour contraindre les U.S.A., si un conffit armé s'était déclenché à la frontière sino-indienne, à discuter directement ou indirectement avec eux.

S'ils usent, et abusent même souvent, d'une phraséologie révo-

lutionnaire, dans leurs actes, les dirigeants chinois ne se condui-sent pas du tout comme des ré-volutionnaires en guerre au nom du prolétariat mondial contre l'impérialisme en général. Ce qu'ils défendent, es sont les in-térêts nationaux de la Chine.

térêts nationaux de la Chine.

Après avoir tant critiqué, il y a quelques années, la position de l'U. R. S. S. qui refusait de lui ouvrir les portes du «club» atomique, le maréchal Chen Yi déclarait dans ce fameux discours que la Chine n'était pas prête à partager ses secrets atomiques avec des pays en voie de dévergement. It ajoutait d'ailleurs «Si vous avez faim, vous ne pouvez pas manger de bombes atomiques; si vous avez froid, vous ne pouvez pas vous vétir d'une bombe atomique» (Sic).

Quoi qu'il en soit, le discours

Quoi qu'il en soit, le discours de Chen Yi pourrait faire sourire si l'on ne savait pas que certains « communistes » allaient se pâmer d'admiration devant ces rodomon-tades.

Ce n'est pas en méprisant en parole les risques d'un troisième conflit mondial que l'on vaincra l'impérialisme.

l'impérialisme.

La lutte des peuples du tiersmonde, du peuple chinois notamment, lui a infligé des défaites
considérables depuis vingt ans.
Mais, limitées à l'optique nationale, de telles luttes ne sauraient
amener à la défaite totale de l'impérialisme qui ne pourra être que
l'œuvre de la révolution prolétarienne mondiale victorieuse, bien
qu'elles contribuent sans aucun
doute à en rapprocher le jour.

Mais ce piest sus en exaltant

Mais ce n'est pas en exaltant tout ce que disent on pensent les Chen Yi en se meitant à l'école du nationalisme bourgeois que les révolutionnaires se prépareront à remplir ces tâches.

Christian JUNG

### VOIX OUVRIÈRE

A LORS que l'impéria-lisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermomenace de la mort thermo-nucléaire, que depuis des oécades il n'y a pas eu une teure où les armes se soient tues complètement a la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativite maintes et maintes fois vérifiée, n'est maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : dé truire la société capitaliste pour édifier un ordre nou-veau supprimant l'explo-tation de l'hom me par l'hom me, abolissant les classes et l'Etat garant de

classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II- Internationale som brant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale vietique, et la discription de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avances du monde la classe our prière n'a réussi à créer vrière n'a réussi à créer une organisation de com-bat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir

Il est évident que le grand responsable de cette grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décime les révolutionnaires integres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement a n n i h i l'échez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du pro létariat.

létariat. De cette douloureuse ex perience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bol-chevique-léniniste» capable chevique-léniniste» capanie d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, cer-tains ont conclu que cette organisation n'était plus pecessaire, qu'elle était nécessaire, qu'elle était même nuisible. d'autres s'accrochent désespéré même nuisible, d'autres s'accrochent desespéré-ment aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » a l'autre Plutôt que de s'atteler sérieusement à la

s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.
Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

- FACE à la dégénérescence opportuniste des par-tis ouvriers tradition-nels, parlementaristes et chauvins
- la bureaucratisation des organisations syndi-cales désertées par les travailleurs.

#### « VOIX OUVRIERE »

- veut :

  Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution rus se d'octobre 1917. des premières annees de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.

  Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands évênements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- dienne
- Regrouper tous ceux qui
- negrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes. Contribuer a l'organisa-tion du prolétariat sous toutes ses formes
- teuvrer a la construc-tion du parti révolution-naire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

### A SAINT-DOMINGUE

# Pour l'exemple!

La presse à sensation a mis en première page la photo d'un jeune homme qui allait mourir cinq secondes plus tard. Cétait un jeune étudiant de 17 ans qui, le 28 septembre, à St-Domingue, menait » une manifestation d'une centaine de jeunes gens et jeunes filles, devant le palais du gouvernement, demandant le départ des troupes qui occupent leurs écoles. Un soldat dominicain a trée... « Le corps ensanglanté du jeune homme est emporté par les manifestants... Il va expirer dans leurs bras quelques instants après... La manifestation est finic. » (France-Soir).

Certes, la presse à sensation ne s'est pas trompée. Il y a là de quoi « frapper » l'imagination de n'importe quel lecteur:

On peut donc assassiner au su et au vu de tout le monde, Cela peut être même filmé et photo-graphié. Ceux qui font assassi-ner ainsi n'en continuent pas moins à être les Grands de ce monde, à être considérés, et à imposer leur loi à deux milliards d'êtres humains.

Ce jeune étudiant est mort par-ce qu'il manifestait contre l'op-pression. Des milliers d'hommes

meurent au Viet-nam dans leur combat contre l'impérialisme. Des guerilleros tombent par centaines en Amérique latine dans leur lutte pour le droit à la vie. Des opposants au régime de Franco et de Salazar sont emprisonnés, torturés ou assassinés. Dans tout le monde dit « libre », ales hommes combattent pour l'abolition d'un régime abhorré parce qu'inhumain.

De telles images passent peutêtre pour faire sensation. Mais si elles peuvent intimider les âmes faibles, elles mettent la rage au œur de tous œux qui ressentent l'inhumanité d'une telle société, de tous œux qui agissent pour que meure le capitalisme pour que l'humanité survive.

### Cercle Léon Trotsky de Lyon

TOUS LES MARDIS A 17 H 30

A LA BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, COURS GAMBETTA

A PARTIR DU MARDI 17 OCTOBRE 1965

Attention: Les réunions du cercle Léon Trotstky ne sont pas publiques, les invitations sont à retirer dans nos permanences ou auprès de nos militants (ou en écrivant au siège de V.O.).

Participation aux frais: 1 F.

## LIBRAIRIE

## «Le pillage du Tiers Monde»

L'ouvrage de Pierre Jalée est un réquisitoire bref, incisif et concis, d'autant plus impitoyable que très documenté contre l'exploitation fé roce que perpétuent les pays impé rialistes dans les territoires qui constituaient leurs anciennes colo-nies et qui ont acquis une indépendance politique plus ou moins for-melle depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'auteur s'insurge tout d'abord contre ceux qui ont tenté de sou tenir que les pays que le tiers monde englobe n'appartiendraient ni à l'un, ni à l'autre des deux autres « mondes » et serait une entité à la fois opposée au système capitaliste et au système dit socialiste. Le tiers monde est partie intégrante du système capitaliste, écrit-il, et le fait « que l'impérialisme comporte une contradiction interne essentielle entre pays exploiteurs et pays exploités ne lui enlève rien de son unité » (page 8). « Ces pays (sous-développés) ou tiers monde sont liés dialectiquement aux pays capitalistes avancés par des rapports d'exploitation et de dépendance qui ressor-tissent à l'essence même de l'impérialisme » (p. 12). Il ne s'agit là que de notions très classiques du marxisme mais si galvaudées par les « amis marxistes » des peuples du tiers monde qu'il était bon de les rappeler.

Après avoir replacé le problème dans un contexte juste, Jalée traite des processus de production. d'échanges et de mouvements de capitaux dans le cadre de la division du travail à l'échelle mondiale sion du travair à l'échelle mondials instaurée par le marché capita-liste. Un chapitre est spécialement consacré à la convention de Yaoundé « associant » 18 pays africains aux Six du Marché commun, « cette convention étant prise comme le type de contrat néo-impérialiste »

Il montre d'abord que les « na tions prolétaires » ne manquent pas de richesses et notamment de matières premières pour les indus tries de base. Le tiers monde pro-duit plus de 45 % des minerais métalliques et plus de 40 % du

## de Pierre JALEE (Maspero, éditeur)

pétrole et du gaz. Il intervient dans les exportations mondiales pour 36,4 % pour les produits alimentaires, 35,9 % pour les matières premières agricoles et les minerais, 60,5 % pour les combustibles. Mais malgré ces richesses les 2/3 des hommes d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique sont sous-alimentés et leur espé-rance de vie est moitié moindre que celle de l'habitant des pays capitalistes avancés. Pourquoi ? Parce que toutes ces richesses sont monopolisées par les grandes compagnies impérialistes et destià l'exportation vers les pays industrialisés du « monde libre ». En 1961 le tiers monde extrait des 25 millions de tonnes de bauxite qui constituent la production mondiale, c'est-à-dire 68 % de celle-ci (sauf U.R.S.S. et Chine)

Cette bauxite a donné 3.720.000 t d'aluminium dont 82.000 t seule ment étaient destinées au tiers monde pour son usage soit 2,2 % du total. Les impérialistes n'ont développé dans ces pays que l'in-dustrie extractive afin de se procurer à bon compte des matières premières pour leur propre indus-trie, mais ils se sont bien gardé d'y créer une industrie de trans-formation et manufacturière sus ceptible de concurrencer leurs produits. Aujourd'hui les pays sous-développés exportent les matières premières de base et importent les produits finis ou manufactures.

Mais les termes de l'échange ne cessent de se déteriorer : en effet le prix des matières premières n'a cessé de baisser alors que celui des produits manufacturés augmente « Par contre les pays du tiers monde qui payent une tonne de leurs importations 108 unités monétaires en 1962 contre 100 en 1950, ne reçoivent plus pour une tonne vendue que 96 unités moné taires au lieu de 100. Ils sont perdants! » (p. 55). Entre 1950 et 1962 une tonne de produits vendus a rapporté en moyenne 19 % de plus aux pays industria-lisés et 4 % de moins aux pays sous-développés. Ainsi les pays riches sont chaque jour un peu plus riches, les pays pauvres un peu plus pauvres. Il détruit au passage le mythe de l'« aide » aux pays ex-coloniaux en montrant que montant de cette « aide » est inférieur aux sommes qui, sous formes d'intérêts ou de dividendes, quittent ces mêmes pays pour aller garnir les poches des action naires des pays impérialistes.

« Ce serait, aux yeux de beau coup, enfoncer une porte ouverte, note Jalée, que de conclure qu'il n'est pas d'autre issue que le socialisme à l'exploitation impéria-liste des pays du tiers monde » (p. 125). Nous ne pouvons qu'êtra d'accord avec cette conclusion. Mais il semble que pour l'auteur le terme socialisme, dont il admet que « Peu de mots, peu de notions ont été à un tel point prostitués » (p. 126), s'applique aux Etats qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se réclament du « marxisme-lénisme ». Nous ne suivrons pas Jalée dans cette voie; car pour nous le degré de nationalisation des moyens de production et l'idéologie officielle (qui est le plus souvent une adaptation natio-nale du stalinisme) ne nous permettent pas de considérer un pays comme « socialiste » indépendam-ment de la nature de classe de son pouvoir d'Etat. Confondre les luttes si radicales soient-elles, qui ont mené ces pays à l'indépen dance politique, avec une révolu-tion socialiste est également une forme de prostitution du terme « socialisme » fut-elle involontaire (cette question sera d'ailleurs l'objet de la prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky, le 11 octobre à la Mutualité à Paris).

Mais malgré cette restriction, « Le pillage du Tiers Monde est un livre excellent, à lire et à

Louis COMPAULT

### **PERMANENCES**

Nous prions nos lecteurs et

amis de nous communiquer le

plus rapidement possible la date

de reprise de leur permanence.

#### PARIS :

V° arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. Attention modification

Tous les samedis de 14 h. à 17 h. au lieu de 12 h. à 17 h.

Xº arrondissement : au sièce de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 à 20 heures.

XI° arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs ». 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

-XIIIº arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heu-

XIVº arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue qu Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 n 30 à 19 h 30.

XV° arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII<sup>a</sup> arrondissement : « Le Souterrain », 47, boule and Ney. Métro : Porte de Clignar-court, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

#### BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 à 15 h.

#### BILLANCOURT :

Permanence supprimée momen-

CLERMONT-FERRAND: « Café de France », 22, place Delille, les jeudis 7 oct. et 21 oct. de 10 h. à 12 h. et de 17 h. à 19 h.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

LYON : Café « Les Etats-Unis » 137, av. du Professeur-Beauvisage, Lyon-8°. Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30

SAINT-ETIENNE · Café-Restaurant, 23, rue Tréfileries, les jeu-dis 7 oct. et 21 oct. de 15 h. à 16 h 30.

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

ST-CHAMOND. — Café « Idéal Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 7 octobre et 21 octobre de 17 h 30 à 18 h 30.

#### CRENORIE -

Café « d'Autrans », 5, Cours Ber-riat, samedi 16 oct. de 17 h. 30

TOULOUSE. - « Grand Café des Minimes », 1, av. des Minimes, les vendredis 8 oct. ef 22 octobre de 17 h. 30 à 18 h. 30.

### NOUVELLE PERMANENCE

Café « Le Château d'Eau » 49 bis, Place du Général de Gaulle (angle rue Louis Ricard). Tous les ven-dredis de 17 h. 30 à 19 h. 30.

#### VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X°

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrædt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson Proudhon avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis

fravail executé par des ouvriers syndiques.